

PREFECTURE DU PAS-DE-CALAIS

DIRECTION DU CADRE DE VIE ET DE LA CITOYENNETÉ

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT INDUSTRIEL ET MINIER

DCVC-EIM-TN/FT-n°99- 80

INSTALLATIONS CLASSEES  
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Commune de **LUMBRES**

REGULARISATION ADMINISTRATIVE DES ACTIVITES EXERCEES  
PAR LA PAPETERIE CARTONNERIE **SICAL**

ARRETE D'AUTORISATION

LE PREFET DU PAS-DE-CALAIS

VU la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement modifiée ;

VU le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement modifié ;

VU la demande présentée par M, le Directeur de la Société SICAL dont le siège social est 30, Boulevard Vital-Bouhot à NEUILLY-SUR-SEINE, à l'effet d'être autorisé à procéder à la régularisation administrative des activités exercées dans la papeterie cartonnerie sise sur le territoire de la commune de LUMBRES ;

VU les plans produits à l'appui de la demande ;

VU le décret du 20 mai 1953 modifié et la nomenclature annexée à ce décret qui soumet cet établissement à autorisation ;

.../...

VU l'arrêté de M. le Sous-Préfet de SAINT-OMER en date du 15 septembre 1997 portant avis d'ouverture d'une enquête publique sur l'installation dont il s'agit ;

VU les certificats des maires constatant que la publicité nécessaire a été donnée ;

VU l'avis de M. le Sous-Préfet de SAINT-OMER en date du 11 décembre 1997 ;

VU l'avis de M. le Commissaire-enquêteur en date du 9 décembre 1997 ;

VU la délibération du Conseil municipal de WAVRANS-SUR-L'AA en date du 14 novembre 1997 ;

VU la délibération du Conseil municipal de SETQUES en date du 28 octobre 1997 ;

VU la délibération du Conseil municipal de LEULINGHEM en date du 4 novembre 1997 ;

VU la délibération du Conseil municipal d'ACQUIN-WESTBECOURT en date du 17 octobre 1997 ;

VU la délibération du Conseil municipal de LUMBRES en date du 16 octobre 1997 ;

VU la délibération du Conseil municipal de BAYENGHEM-LES-SENINGHEM en date du 2 octobre 1997 ;

VU la délibération du Conseil municipal de QUELMES en date du 10 octobre 1997 ;

VU la délibération du Conseil municipal d'ESQUERDES en date du 9 octobre 1997 ;

VU la délibération du Conseil municipal d'ELNES en date du 24 octobre 1997 ;

VU la délibération du Conseil municipal d'AFFRINGUES en date du 3 octobre 1997 ;

VU l'avis de M. le Directeur départemental des services d'incendie et de secours en date du 26 juin 1997 ;

VU l'avis de M. le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 24 juin 1997 ;

VU l'avis de M. le Directeur départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle en date du 5 juin 1997 ;

.../...

VU l'avis de M. le Directeur départemental de l'Equipement en date du 30 juillet 1997 ;

VU l'avis de M. le Chef de la Mission Inter Services de l'Eau en date du 25 juin 1997 ;

VU l'avis de M. le Directeur départemental des affaires sanitaires et sociales en date du 3 juillet 1997 ;

VU l'avis de M. le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, Inspecteur des installations classées en date du 11 février 1999 ;

VU l'envoi des propositions de M. l'Inspecteur des installations classées au pétitionnaire en date du 19 février 1999 ;

VU la délibération du Conseil départemental d'hygiène en date du 3 mars 1999 à la séance duquel le pétitionnaire était présent ;

VU l'envoi du projet d'arrêté au pétitionnaire en date du 9 mars 1999 ;

Considérant que le pétitionnaire n'a pas formulé d'observations sur ce projet ;

VU l'arrêté préfectoral n°97-10-276 en date du 24 novembre 1997 portant délégation de signature ;

SUR la proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais ;

.../...

**ARRETE :****TITRE I - CONDITIONS GÉNÉRALES****ARTICLE 1 - OBJET DE L'AUTORISATION****1.1. - Activités autorisées**

La Société **SICAL**, dont le siège social est situé 30, boulevard Vital-Bouhot à **NEUILLY SUR SEINE** (92200), est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de **LUMBRES**, 69, Rue du Docteur Pontier, les installations suivantes :

Libellé en clair de l'installation	Capacité	Rubrique de classement	AS - A D ou NC
Fabrication de papier et carton sur 2 lignes de production	Capacité maximale de production de papier : 110 t/j - 32 000 t/an Capacité maximale de production de carton : 220 t/j - 55 000 t/an	2 440	A
Préparation de la pâte à papier par trituration mécanique à partir de vieux papiers	Capacité maximale de production = 110 t/j	2 430-2	A
Dépôt de vieux papiers	Stock maximal extérieur : 2 600 t Stock maximal couvert : 475 t sur 3 implantations (100, 350 et 25 t) Total stocké : 3 075 t	329	A
Stockage de Polystyrène et de Polypropylène sous forme de grains (100 t) de billes (138 t) de produits finis (143 t)	Quantité totale stockée : 381 t soit 17 318 m <sup>3</sup>	2 662- <del>X</del> -a	A

Installations de combustion	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 2 chaudières fonctionnant au gaz naturel de puissance thermique maximale respective de 33,6 MW et 5,805 MW</li> <li>- 1 chaudière de dépannage fonctionnant au fuel lourd d'une puissance thermique maximale de 14 MW</li> </ul> <p>Puissance thermique totale : 53,405 MW</p>	2 910-A-1	A
Dépôt de gaz combustible liquéfié sous pression	1 réservoir fixe de 12 m <sup>3</sup> de propane	211-B-1 1412-26	D
Dépôt de liquides inflammables	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 2 réservoirs de 310 m<sup>3</sup> chacun de fuel lourd</li> <li>- 1 réservoir enterré de F.O.D. de 10 m<sup>3</sup> (démarrage chaudière de dépannage)</li> <li>- 1 réservoir de F.O.D. de 5 m<sup>3</sup> (alimentation chariots élévateurs)</li> <li>- 1 réservoir de 0,5 m<sup>3</sup> de F.O.D. (Groupe électrogène)</li> <li>- 1 réservoir de 12,2 m<sup>3</sup> de F.O.D. (Chaudières de chauffage des bureaux)</li> </ul> <p>Soit un stockage total de F.O.D. de 27,7 m<sup>3</sup></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 réservoir de 2 m<sup>3</sup> d'huile en papeterie</li> <li>- 1 réservoir de 3,7 m<sup>3</sup> d'huiles en cartonnerie</li> <li>- 4 fûts de solvants pour un volume de 0,8 m<sup>3</sup></li> </ul> <p><u>Capacité équivalente = 51,7 m<sup>3</sup></u></p>	1 430-253 1432	D
Utilisation de transformateurs et de condensateurs contenant des polychlorobiphényles	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 8 transformateurs en service aux PCB pour une quantité contenue de 7 500 l</li> <li>- 5 transformateurs hors service aux PCB pour une quantité contenue de 2 000 l</li> <li>- 1 batterie de condensateurs</li> </ul>	1 180-1	D
Installation de remplissage de réservoirs des chariots élévateurs	-	1 414-3	D

Stockage de papiers et cartons	<p><u>Stock papiers produits finis (bobines)</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- stock 1 (exp. route) : 200 t</li> <li>- stock 2 : 250 t</li> <li>- stock 3 : 100 t</li> <li>- stock 4 : 150 t</li> <li>- stock 5 : 450 t</li> <li>- stock bobines pour fabrication carton (onduleuse) : 8 000 t</li> </ul> <p><u>total</u> : 9 150 t</p> <p><u>Stock cartons</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- stock en attente de transformation : 150 t</li> <li>- stock cartons produits finis 1200 t</li> </ul> <p><u>total</u> : 1 350 t</p> <p>correspondant à un volume total de 9 000 m<sup>3</sup></p>	1 530-2	D
Utilisation de sources radioactives scellées conformes aux normes NF M 61-002 et NF M 61-003	1 source de Krypton 85 de 9,25 Gbq (0,25 Ci)	1 720-2-b	D
Impression par flexographie	9 machines d'impression pour une quantité maximale d'encre consommée par jour de 160 kg	2 450-2-b	D
Atelier d'injection de polystyrène pour fabrication des emballages alimentaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 40 presses à injecter pour une quantité de polystyrène traitée par jour de 5 t</li> <li>- 2 machines à expanser d'une capacité totale journalière de 4 t</li> </ul> <p>Quantité totale maximale traitée par jour de polystyrène : 9 t</p>	2 661-1-b	D
Installations de compression d'air	4 compresseurs d'air de puissance absorbée totale de 335 kW (3 compresseurs de 100 kW et 1 compresseur de 35 kW)	2 920-2-b	D

Emploi et stockage d'oxygène	Stockage d'environ 20 bouteilles d'oxygène (pour soudage) Quantité inférieure à 2 t	1 220	NC
Emploi et stockage d'acétylène	Stockage d'environ 10 bouteilles d'acétylène (pour soudage) Quantité inférieure à 100 kg	1 418	NC

### **1.2. - Installations soumises à déclaration**

Le présent arrêté vaut récépissé de déclaration pour les installations classées soumises à déclaration.

### **1.3. - Installation annexe**

Le présent arrêté tient lieu d'autorisation pour les cinq forages d'alimentation en eau de l'usine pour lesquels il a été donné acte et bénéfice de l'antériorité par lettre du 10 décembre 1974.

### **1.4. - Agrément pour la valorisation de déchets d'emballages**

Le présent arrêté tient lieu d'agrément pour la valorisation matière de déchets d'emballages papiers-cartons (fabrication de papier/carton à partir de vieux papiers et cartons) pour une quantité maximale de 50 000 t/an effectuée au titre des rubriques 2 430 et 2 440 de la nomenclature des installations classées visées à l'article 1.1.

### **1.5. - Domaine de validité de l'autorisation**

Le papier fabriqué au titre de la rubrique 2 430 de la nomenclature des installations classées reprise à l'article 1.1 est fabriqué à partir de plus de 90 % de vieux papiers, et contient charges ou produits de couchage.

Il relève de la classe 5 de fabrication de papier définie par l'arrêté ministériel du 6 janvier 1994 relatif à l'Industrie Papetière (art. 1.2.6 et annexe B).

## **ARTICLE 2 - CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'AUTORISATION**

### **2.1. - Plans**

Sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, l'établissement est situé et exploité conformément aux plans et descriptifs joints à la demande d'autorisation :

- plan d'ensemble de l'usine du 11/10/95 au 1/500<sup>e</sup> ;
- plan cadastral - section F - feuille n° 1 au 1/2 500<sup>e</sup>.

### **2.2. - Intégration dans le paysage**

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site et tient régulièrement à jour un schéma d'aménagement. L'ensemble du site doit être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence. Les abords de l'établissement, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Notamment les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.

### **2.3. - Contrôles et analyses**

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire. Les frais occasionnés par ces opérations sont à la charge de l'exploitant.

### **2.4. - Contrôles inopinés**

L'inspecteur des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, par un organisme tiers choisi par lui-même, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Il peut également demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur de l'activité de l'entreprise. Les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont à la charge de l'exploitant.

### **2.5. - Hygiène et sécurité**

L'exploitant doit se conformer à toutes les prescriptions législatives et réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.



2.6. - L'établissement doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables pour assurer la protection de l'environnement, tels que manches de filtres, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, .....

2.7. - L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations, pour optimiser l'efficacité énergétique.

Il doit tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les éléments explicatifs du choix de la (ou des) sources d'énergie retenue(s), et justificatifs de l'efficacité énergétique des installations en place.

## TITRE II - PRÉVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU

### ARTICLE 3 - LIMITATION DES PRÉLÈVEMENTS D'EAU

#### 3.1. - Origine de l'approvisionnement en eau

L'eau utilisée dans l'établissement provient de cinq forages exploités antérieurement à 1925, de capacité 64 m<sup>3</sup>/h chacun.

L'approvisionnement en eau de l'usine de LUMBRES est indiqué selon son utilisation dans le tableau ci-après :

Secteur/Utilisation	Provenance	Consommation maximale annuelle
Atelier de fabrication de papier pour ondulé	Forages n° 3 et 4 principalement Forages n° 1, 2, 5 en complément via une bache de stockage	525 000 m <sup>3</sup>
Atelier de fabrication et de transformation de carton ondulé	Forage n° 2 principalement via la bache tampon	35 000 m <sup>3</sup>
Atelier de fabrication des emballages en polystyrène	Forage n° 2 principalement via la bache tampon	3 500 m <sup>3</sup>

Secteur/Utilisation	Provenance	Consommation maximale annuelle
Autres utilisations : <ul style="list-style-type: none"><li>- besoins des sanitaires</li><li>- production de vapeur</li><li>- circuits de refroidissement des compresseurs d'air</li></ul>	Bâche tampon alimentée par les forages 1, 2 et 5	60 000 m <sup>3</sup>

La consommation maximale annuelle d'eau est de 625 000 m<sup>3</sup>.

### **3.2. - Conception et exploitation des installations de prélèvement d'eau**

**3.2.1. -** L'exploitant conserve à disposition de l'inspection des installations classées un dossier comprenant les documents suivants :

- un plan à grande échelle donnant l'implantation exacte des forages ;
- une coupe géologique des terrains traversés établie par une personne qualifiée et indiquant :
  - . la cote Nivellement Général de la France (N.G.F.) de l'orifice ;
  - . les niveaux statiques des différentes nappes rencontrées éventuellement au cours du creusement ;
- une coupe technique des forages sur laquelle figurent :
  - . les caractéristiques du tubage ;
  - . la position et la nature des bouchons annulaires isolant les eaux superficielles et éventuellement les niveaux aquifères différents ;
  - . la position des crépines de pompes ;
- les différents bulletins d'analyse chimique de l'eau extraite établie par un laboratoire officiel.

**3.2.2. -** L'un au moins des forages est équipé de telle sorte que la mesure des niveaux statique et dynamique de la nappe puisse y être faite.

Un relevé de niveau est effectué le premier mercredi de chaque mois. L'ensemble des relevés est adressé annuellement à la DRIRE Nord-Pas-de-Calais avec les conditions de prise de niveau.

**3.2.3. -** Pendant la durée de l'exploitation, l'exploitant doit veiller au bon entretien des forages et de ses abords, de façon à rendre impossible toute intercommunication entre niveaux aquifères différents ainsi que toute pollution des eaux souterraines.

Des mesures complémentaires pourront être prescrites à toutes époques, en tant que de besoin, afin d'assurer la conservation des nappes.

### **3.3. – Relevé des prélèvements d'eau**

**3.3.1. –** Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur.

Il est installé sur la conduite de refoulement en amont de tout piquage, et est plombé par les soins de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie.

**3.3.2. –** Le relevé des volumes prélevés doit être effectué hebdomadairement.

Ces informations doivent être inscrites dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

De plus, les indications des relevés des premiers mercredi de chaque mois seront adressés annuellement à la DRIRE Nord-Pas-de-Calais.

### **3.4. – Consommation d'eau**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau.

La réfrigération des matériels et installations en circuits ouverts est interdite.

Les eaux de fabrication devront être recyclées le plus possible dans la mesure des contraintes de qualité de fabrication.

Les mesures internes et notamment l'emploi des traitements spécifiques, des produits moins polluants et des recyclages d'effluents, doivent être favorisés au maximum.

Un diagramme des circulations et des débits d'eau entrant et sortant de l'usine (type "Flow-Sheet") sera tenu à jour et à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

### **3.5. – Protection des réseaux d'eau potable**

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bac de disconnection ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes doivent être installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de produits non compatibles avec la potabilité de l'eau dans les nappes souterraines.

### **3.6. – Cessation d'utilisation d'un forage en nappe**

**3.6.1. –** La mise hors service d'un forage doit être portée à la connaissance de l'inspection des installations classées.

**3.6.2. –** L'exploitant prendra toutes les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'empêcher la pollution des nappes d'eau souterraines. Ces mesures devront être définies en liaison avec un hydrogéologue extérieur et soumises à l'approbation de l'inspection des installations classées et du service chargé de la police des eaux souterraines.

## **ARTICLE 4 – PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

### **4.1. – Canalisations de transport de fluides**

**4.1.1. –** Les canalisations de transport de matières dangereuses ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être doivent être étanches et résister à l'action physique et chimique par les produits qu'elles contiennent.

**4.1.2. –** Sauf exception motivée par des raisons de sécurité, d'hygiène ou de technique, les canalisations de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement doivent être aériennes.

**4.1.3. –** Les différentes canalisations doivent être convenablement entretenues et faire l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité.

**4.1.4. –** Elles doivent être repérées conformément aux règles en vigueur.

### **4.2. – Plan des réseaux**

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.

Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

#### **4.3. – Réservoirs**

**4.3.1. –** Les réservoirs de produits polluants ou dangereux non soumis à la réglementation des appareils à pression de vapeur ou de gaz, ni à celles relatives au stockage des liquides inflammables doivent satisfaire aux dispositions suivantes :

- si leur pression de service est inférieure à 0,3 bar, ils doivent subir un essai d'étanchéité à l'eau par création d'une surpression égale à 5 cm d'eau ;
- si leur pression de service est supérieure à 0,3 bar, les réservoirs doivent :
  - . porter l'indication de la pression maximale autorisée en service ;
  - . être munis d'un manomètre et d'une soupape ou organe de décharge ;
  - . taré à une pression au plus égale à au moins 1,5 fois la pression en service.

**4.3.2. –** Les essais prévus ci-dessus doivent être renouvelés après toute réparation notable ou dans le cas où le réservoir considéré serait resté vide pendant 24 mois consécutifs.

**4.3.3. –** Ces réservoirs doivent être équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi les débordements en cours de remplissage.

**4.3.4. –** Les réservoirs contenant des produits incompatibles susceptibles de provoquer des réactions violentes ou de donner naissance à des produits toxiques lorsqu'ils sont mis en contact, doivent être implantés et exploités de manière telle qu'il ne soit aucunement possible de mélanger ces produits.

#### **4.4. – Cuvettes de rétention**

**4.4.1. –** Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

**4.4.2. –** Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 200 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts sans être inférieure à 600 litres (ou à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 600 litres).

4.4.3. – Les capacités de rétention doivent être étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour leur dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé.

4.4.4. – L'étanchéité du (ou des) réservoir associé(s) à une cuvette de rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

4.4.5. – Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.

4.4.6. – Les aires de chargement et de déchargement de véhicules-citernes ainsi que les aires d'exploitation doivent être étanches et disposées en pente suffisante pour drainer les fuites éventuelles vers une (des) rétention(s) d'un volume minimal de  $10 \text{ m}^3$  qui devra (devront) être maintenue(s) vidée(s) dès qu'elle(s) aura (auront) été utilisée(s). Son (leur) niveau sera mesuré en continu, l'indication étant reportée en salle de contrôle ; sa (leur) vidange sera effectuée manuellement après contrôle et décision sur la destination de son (leur) contenu.

4.4.7. – Le stockage et la manipulation de déchets susceptibles de contenir des produits polluants doivent être réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des lixiviats et des eaux de ruissellement.

4.4.8. – Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté, ou doivent être éliminés comme des déchets.

4.4.9. – Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilée, pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-avant.

4.4.10. – La rétention du stockage de F.O.D. de  $0,5 \text{ m}^3$  situé près du poste H.T., du stockage d'huile de  $3,7 \text{ m}^3$ , du magasin de la cartonnerie, du stockage d'huile de  $2 \text{ m}^3$ , du magasin de la papeterie, des transformateurs contenant des PCB en service devra être réalisée dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

## **ARTICLE 5 – COLLECTE DES EFFLUENTS**

### **5.1. – Réseaux de collecte**

5.1.1. – Tous les effluents aqueux doivent être canalisés.

5.1.2. - Les réseaux de collecte des effluents doivent séparer les eaux pluviales non polluées (et les autres eaux non polluées s'il y en a) et les diverses catégories d'eaux polluées. Toutefois, les eaux pluviales, normalement non polluées, devront pouvoir, en cas de pollution accidentelle, transiter par les dispositifs d'épuration.

5.1.3. - En complément des dispositions prévues à l'article 4.1. du présent arrêté, les réseaux d'égouts doivent être conçus et aménagés pour permettre leur curage. Un système de déconnexion doit permettre leur isolement par rapport à l'extérieur. L'exploitant établira annuellement un compte-rendu écrit du contrôle de bon état et d'étanchéité.

5.1.4. - Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, doivent être équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

5.1.5. - A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement et ou être détruits, et le milieu récepteur.

## **5.2. - Bassins de confinement**

L'exploitant devra réaliser dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, une étude technico-économique de faisabilité, d'une capacité de confinement des eaux pluviales susceptibles d'être polluées et de l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris celles utilisées pour l'extinction.

## **ARTICLE 6 - TRAITEMENT DES EFFLUENTS**

### **6.1. - Obligation de traitement**

Les effluents doivent faire l'objet, en tant que de besoin, d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

### **6.2. - Conception des installations de traitement**

Les installations de traitement doivent être conçues pour faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

### **6.3. - Entretien et suivi des installations de traitement**

Les installations de traitement doivent être correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche doivent être mesurés en continu avec asservissement à une alarme.

Les résultats de ces mesures doivent être portés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **6.4. - Dysfonctionnements des installations de traitement**

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement sont susceptibles de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

## **ARTICLE 7 - DÉFINITION DES REJETS**

### **7.1. - Identification des effluents**

Les différentes catégories d'effluents générés par l'établissement sont :

- 1) eaux usées de l'atelier de fabrication de papier pour ondulé (320 000 m<sup>3</sup>/an) ;
- 2) eaux usées issues des nettoyages de l'atelier de fabrication et de transformation du carton ondulé (7 250 m<sup>3</sup>/an) ;
- 3) eaux usées issues des nettoyages de l'atelier de fabrication des boîtes en polystyrène (3 000 m<sup>3</sup>/an) ;
- 4) eaux usées des installations de traitement d'eau (pour chaudière de production de vapeur) (2 200 m<sup>3</sup>/an) ;
- 5) eaux domestiques (6 500 m<sup>3</sup>/an) ;
- 6) eaux pluviales non polluées des toitures ;
- 7) eaux pluviales polluées provenant des stockages de vieux papiers et des voiries ;
- 8) eaux d'extinction d'incendie.



## **7.2. - Dilution des effluents**

Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

## **7.3. - Rejet en nappe**

Le rejet direct ou indirect d'effluents même traités, autres que ceux dont l'épandage est autorisé par le présent arrêté, dans les nappes d'eaux souterraines est interdit.

## **7.4. - Caractéristiques générales des rejets**

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes ;
- de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;
- de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

De plus :

- ils ne doivent pas comporter des substances toxiques, nocives ou néfastes dans des proportions capables d'entraîner la destruction du poisson, de nuire à sa nutrition ou à sa reproduction ou à sa valeur alimentaire ;
- ils ne doivent pas provoquer une coloration notable du milieu récepteur, ni être de nature à favoriser la manifestation d'odeurs ou de saveurs.

## **7.5. - Localisation des points de rejet**

Les eaux usées de l'atelier de fabrication de papier pour ondulé transitent dans la station d'épuration du site avant d'être rejetées dans l'Aa.

Les eaux usées issues des nettoyages de l'atelier de fabrication et de transformation du carton ondulé rejoignent la station d'épuration du site. En cas d'arrêt de celle-ci, les effluents générés sont dirigés vers une petite station de traitement physico-chimique, assurant un traitement par floculation-décantation, avant d'être rejetés dans l'Aa.

Les eaux issues des nettoyages de l'atelier de fabrication de boîtes en polystyrène sont traitées dans un décanteur/filtreur et sont ensuite rejetées dans l'Aa via le réseau d'eaux pluviales.

Les effluents des installations de traitement d'eau sont rejetés dans l'Aa via le réseau d'eaux pluviales.

Les eaux domestiques sont traitées en fosses septiques puis dirigées dans l'Aa via le réseau d'eaux pluviales.

Les eaux pluviales polluées et non polluées rejoignent l'Aa sans traitement spécifique.

## **ARTICLE 8 - VALEURS LIMITES DE REJETS**

### **8.1. - Eaux exclusivement pluviales**

Le rejet d'eaux pluviales ne doit pas contenir plus de :

SUBSTANCES	CONCENTRATIONS (en mg/l)	MÉTHODE DE MESURE
MES	35	NFT 90105
DCO	125	NFT 90101
DBO <sub>5</sub>	30	NFT 90103
Azote Global	30	NFT 90110 + NFT 90013 + NFT 90012
Hydrocarbures totaux	5	NFT 90114
Métaux totaux	10	NFT 90112

### **8.2. - Eaux de refroidissement**

Les eaux de refroidissement doivent être intégralement recyclées.

### **8.3. - Eaux domestiques**

Les eaux domestiques traitées dans des fosses septiques devront transiter dans un filtre à sable à flux vertical avant rejet.

### **8.4. - Eaux résiduaires**

#### 8.4.1. – Débit

##### 8.4.1.1. – Eaux résiduaires de la station d'épuration

	Instantané (en m <sup>3</sup> /h)	Journalier (en m <sup>3</sup> /jour)	Spécifique (en m <sup>3</sup> /t)
Débit maximal	100	2 200	20

##### 8.4.1.2. – Eaux résiduaires de la station physico-chimique

	Instantané (en m <sup>3</sup> /h)	Journalier (en m <sup>3</sup> /jour)
Débit maximal	2	30

##### 8.4.1.3. – Eaux résiduaires de l'atelier de fabrication de boîtes en polystyrène, des installations de traitement d'eau

	Instantané (en m <sup>3</sup> /h)	Journalier (en m <sup>3</sup> /jour)
Débit maximal	2	20

#### 8.4.2. – Température, pH et couleur

Les rejets d'eaux résiduaires issues des différentes catégories d'effluents repris à l'article 7.1 du présent arrêté aux points 1 à 4 doivent respecter les conditions suivantes :

	Température	pH (fourchette)	Modification de couleur du milieu récepteur
Eaux résiduaires	< 30° C	5,5 – 8,5	100 mg Pt/l

#### 8.4.3. – Substances polluantes

8.4.3.1. – Les rejets d'eaux résiduaires issues du traitement des effluents indiqués aux points 1 et 2 de l'article 7.1 du présent arrêté doivent respecter les valeurs limites supérieures suivantes :

PARAMÈTRES	CONCENTRATION (en mg/l)	FLUX	
	Moyenne mensuelle (3)	Moyen mensuel (3) (en kg/j)	Spécifique en moyenne mensuelle (en kg/t)
MES	30	75	0,7
DBO <sub>5</sub> (1)	30	75	0,7
DCO (1)	150	330	3
Azote global (2)	30	60	–
Phosphore total	10	20	–
Hydrocarbures totaux	10	9	–
Indice phénols	0,3	0,45	–
Phénols	0,1	0,15	–
Composés organiques du chlore (A.O.X.)	5	6	–

(1) (sur effluent non décanté)

(2) (comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal et l'azote oxydé)

(3) (pondérée selon le débit de l'effluent)

(4) (masse de polluant rejeté par masse de produit utilisé ou fabriqué)

8.4.3.1. – Les rejets d'eaux résiduares issues du traitement des effluents indiqués aux points 3 et 4 l'article 7.1 du présent arrêté doivent respecter les valeurs limites supérieures suivantes :

PARAMÈTRES	CONCENTRATION moyenne mensuelle (en mg/l) (3)	FLUX MOYEN (en kg/j) (3)
MES	30	0,6
DBO <sub>5</sub> (1)	30	0,6
DCO (1)	150	3
Azote global (2)	30	0,6
Phosphore total (2)	10	0,2
Hydrocarbure totaux	10	0,2

(1) (sur effluent non décanté)

(2) (comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal et l'azote oxydé)

(3) (pondérée selon le débit de l'effluent)

(4) (masse de polluant rejeté par masse de produit utilisé ou fabriqué)

Les méthodes de prélèvement, mesure et analyses, de référence sont celles indiquées à l'article 10.1.

## **ARTICLE 9 - CONDITIONS DE REJET**

### **9.1. - Conception et aménagement des ouvrages de rejet**

Les dispositifs de rejet des effluents liquides doivent être aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

### **9.2. - Points de prélèvements**

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides doivent être prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant...).

Ces points doivent être implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées et du service chargé de la police des eaux.

### **9.3. - Equipement des points de prélèvements**

Avant rejet au milieu naturel ou dans le réseau d'assainissement, l'ouvrage d'évacuation des rejets d'eaux résiduelles de la station d'épuration doit être équipé des dispositifs de prélèvement et de mesure automatiques suivants :

- un système permettant le prélèvement d'une quantité d'effluents proportionnelle au débit sur une durée de 24 h, et la conservation des échantillons à une température de 4°C ;
- un appareil de mesure du débit en continu avec enregistrement ;
- un pH-mètre en continu avec enregistrement.

Les autres émissaires de rejets seront pourvus d'un regard permettant d'effectuer des prélèvements.

Ces installations devront être accessibles au service des installations classées, ainsi qu'au service chargé de la police des eaux.

## **ARTICLE 10 - SURVEILLANCE DES REJETS**

### **10.1. - Autosurveillance**

L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance des rejets de ses installations. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais dans les conditions fixées ci-après.

Eaux résiduaires :

PARAMÈTRES	FRÉQUENCE	MÉTHODES DE MESURE
PH	En continu	pH-mètre
MES	Journalière	NF T 90 105
DCO	Journalière	NF T 90 101
DBO <sub>5</sub>	Mensuelle	NF T 90 103
Indice phénols	Annuelle	XP T 90 109
Phénols	Annuelle	NF T 90 204
Composés organiques du chlore (A.O.X.)	Semestrielle	NF EN 1 485
Hydrocarbures totaux	Semestrielle	NF T 90 114
Azote global	Mensuelle	NF EN ISO 25 663 - NF EN ISO 10 304-1, 10 304-2, 13 395 et 26 777 FD T 90 045 et NF T 90 015
Phosphore total	Trimestrielle	NF T 90 023

Les analyses doivent être effectuées sur des échantillons non décantés.

#### **10.2. - Calage de l'autosurveillance**

Afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant doit faire procéder au moins une fois par an aux prélèvements, mesures et analyses demandés dans le cadre de l'autosurveillance par un organisme extérieur (laboratoire agréé par le Ministre chargé de l'Environnement).

#### **10.3. - Conservation des enregistrements**

Les enregistrements des mesures en continu prescrites à l'article 10.1. ci-avant doivent être conservés pendant une durée d'au moins 3 ans à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **10.4. - Transmissions des résultats d'autosurveillance**

Un état récapitulatif mensuel des résultats des mesures et analyses imposées aux articles 10.1. et 10.2. ci-avant doit être adressé au plus tard dans le mois qui suit leur réalisation à l'inspection des installations classées et au service chargé de la police des eaux.

Ils doivent être accompagnés en tant que de besoin de commentaires sur les causes de dépassement constatés ainsi que sur les actions correctives mise en oeuvre ou envisagées.

Les rapports d'incidents seront systématiquement transmis à l'inspecteur des installations classées, et le cas échéant, au service chargé de la police des eaux en cas de rejet au milieu naturel.

### **ARTICLE 11 - CONSÉQUENCES DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

**11.1. -** En cas de pollution accidentelle provoquée par l'établissement, l'exploitant devra être en mesure de fournir dans les délais les plus brefs, tous les renseignements connus dont il dispose permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore, les ouvrages exposés à cette pollution, en particulier :

- 1°) la toxicité et les effets des produits rejetés ;
- 2°) leur évolution et leurs conditions de dispersion dans le milieu naturel ;
- 3°) la définition des zones risquant d'être atteintes par des concentrations en polluants susceptibles d'entraîner des conséquences sur le milieu naturel ou les diverses utilisations des eaux ;
- 4°) les méthodes de destruction des polluants à mettre en oeuvre ;

- 5°) les moyens curatifs pouvant être utilisés pour traiter les personnes, la faune ou la flore exposées à cette pollution ;
- 6°) les méthodes d'analyses ou d'identification et organismes compétents pour réaliser ces analyses.

Pour cela, l'exploitant doit constituer un dossier comportant l'ensemble des dispositions prises et des éléments bibliographiques rassemblés pour satisfaire aux 6 points ci-dessus. Ce dossier de lutte contre la pollution des eaux doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services chargés de la police des eaux, et régulièrement mis à jour pour tenir compte de l'évolution des connaissances et des techniques.

**11.2. -** Des dispositions seront prévues, notamment par aménagement des sols des ateliers, en vue de collecter et de retenir toute fuite, épanchement ou débordement de pâte, de produits chimiques, etc.... ; ainsi que les égouttures diverses provenant d'opérations exceptionnelles ou normales effectuées sur les circuits des machines à papier.

La réparation et la manipulation des adjuvants (colles, résine, colorants, amidon, etc....) de même que leur introduction sur machines seront effectuées à l'aide d'installations fixes. Le sol des emplacements où ces dernières seront regroupées sera aménagé de façon à pouvoir contrôler toute fuite accidentelle.

Des dispositions seront prises pour le recyclage des fuites éventuelles de ces produits.

Les opérations périodiques ou exceptionnelles de nettoyage des divers circuits et capacités de l'usine (notamment au cours des arrêts annuels d'entretien) devront être conduites de manière à ce que les dépôts, fonds de bacs, déchets divers, etc..., ne puissent gagner directement le milieu récepteur, ni être abandonnés sur le sol.

### **TITRE III - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE**

#### **ARTICLE 12 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE**

##### **12.1. - Dispositions générales**

**12.1.1. -** L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire l'émission de polluants à l'atmosphère.



Les poussières , gaz polluants ou odeurs doivent, dans la mesure du possible, être captés à la source et canalisés. Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, les rejets doivent être conformes aux dispositions du présent arrêté.

L'ensemble des installations est nettoyé régulièrement et tenu dans un bon état de propreté.

Le brûlage à l'air libre est interdit.

### **12.1.2. - Odeurs**

Toutes dispositions sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable doivent être mises en oeuvre pour limiter au maximum les odeurs susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents.

Les sources potentielles d'odeurs de grande surface (bassins de stockage, de traitement...) difficiles à confiner, doivent être implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage (éloignement...).

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour éviter en toute circonstance, l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement, ou dans les canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues susceptibles d'émettre des odeurs doivent être couverts autant que possible et si besoin ventilés.

### **12.1.3. - Voies de circulation**

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules doivent être aménagées (formes de pente, revêtement, etc) et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues de véhicules doivent être prévues en cas de besoin ;
- les surfaces où cela est possible doivent être engazonnées ;
- des écrans de végétation doivent être prévus.

#### **12.1.4. - Stockages**

Les stockages de produits pulvérulents doivent être confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents doivent être munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.

Le stockage à l'air libre devra, si nécessaire, faire l'objet d'une humidification ou d'une pulvérisation d'additifs de manière à limiter les envols par temps sec.

#### **12.2. - Conditions de rejet**

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible.

Sur chaque canalisation de rejet d'effluent doivent être prévus des points de prélèvement d'échantillons et des points de mesure conformes à la norme N.F.X. 44052.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspecteur des installations classées.

#### **12.3. - Traitement des rejets atmosphériques**

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement doivent être contrôlés périodiquement. Les résultats de ces contrôles sont portés sur un registre tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans ce registre.

La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

#### **12.4. - Générateurs thermiques**

Les installations de combustion sont construites, équipées et exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 juin 1975 relatif à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie.

#### 12.4.1. – Constitution du parc de générateurs et combustibles utilisés

	Puissance thermique en MW	Combustibles	Observations
Chaudière Babcock (Générateur n° 1)	33,6	Gaz naturel	–
Chaudière Babcock (Générateur n° 2)	14	Fuel lourd	En secours du générateur n° 1
Générateur n° 3	5,805	Gaz naturel	–

#### 12.4.2. – Cheminées

	Hauteur en m	Diamètre en m	Rejet des fumées des installations raccordées	Débit nominal en Nm <sup>3</sup> /h	Vitesse mini d'éjection en m/s
Conduit n° 1	36 m	1,6	Générateur n° 1 ou Générateur n° 2	48 850	8 m/s
Conduit n° 2	13 m	0,5 (1)	Générateur n° 3	5 100	8 m/s

(1) L'exploitant devra, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, obtenir une vitesse d'éjection minimale de 8 m/s.

La hauteur de la cheminée de rejet étant trop courte pour un fonctionnement du générateur n° 2 au fuel lourd, ce générateur ne pourra fonctionner qu'en dépannage du générateur n° 1, dans une limite cumulée de 200 h/an.

Un registre de fonctionnement du générateur n° 2 sera tenu à jour et à la disposition de l'Inspecteur des installations classées. Toute mise en route du générateur au fuel lourd devra faire l'objet d'une information préalable de l'Inspecteur des installations classées.

#### 12.4.3. – Valeurs limites de rejet

Les gaz issus des générateurs 1, 2 et 3 doivent respecter les normes sur gaz secs suivantes :

Concentrations en mg/Nm <sup>3</sup>	Gaz naturel	Fuel lourd
Poussières	5	–
SO <sub>x</sub>	35	1 700
NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub>	350	450

Les valeurs des tableaux correspondent aux conditions suivantes :

- gaz sec ;
- température 273 K ;
- pression 101,3 KPa.

#### 12.4.4. – Divers

Toutes dispositions seront prises pour éviter l'envol de papiers et cartons.

### 12.5. – Contrôles et bilan

#### 12.5.1. – Contrôles

Les contrôles portent sur les rejets suivants du générateur n° 1 :

Paramètres	Fréquence	Méthodes d'analyses
débit	Annuelle	NF X 10 112
O <sub>2</sub>	Annuelle	NF X 20 377 à 379
poussières	Annuelle	NF X 44 052
SO <sub>2</sub>	Annuelle	NF X 44 052
NO <sub>x</sub>	Annuelle	NF X 43 310

Un état récapitulatif des résultats de ces contrôles est adressé à l'inspecteur des installations classées, accompagné de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en oeuvre ou envisagées.

#### 12.5.2. – Bilan Environnement

L'exploitant adresse au Préfet, au plus tard le 31 mai de l'année suivante, un bilan annuel de ses rejets chroniques ou accidentels sur les substances suivantes :

- gaz à effet de serre : CO<sub>2</sub>.

## **TITRE IV - PRÉVENTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS**

### **ARTICLE 13 - PRÉVENTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS**

#### **13.1. - Construction et exploitation**

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les prescriptions suivantes sont applicables à l'installation :

- l'arrêté ministériel du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 6 janvier 1994 relatif à l'industrie papetière.

#### **13.2. - Véhicules et engins**

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du décret n° 95-79 du 23 janvier 1995) et des textes pris pour son application.

#### **13.3. - Appareils de communication**

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

#### **13.4. - Niveaux acoustiques**

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fait en se référant au tableau ci-après qui fixe les points de contrôle et les valeurs correspondantes des niveaux limites admissibles.

L'émergence étant définie comme étant la différence entre les niveaux de bruit mesurés lorsque l'installation est en fonctionnement, et lorsqu'elle est à l'arrêt, et mesurés selon les dispositions de l'instruction technique jointe à l'arrêté du 20 août 1985 précité.

Emplacement	Niveaux-limites admissibles de bruit en dB (A)		
	Jour	Période intermédiaire	Nuit
Limite de propriété	60	55	50

Les différents niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent pondéré A, LAeq, T.

L'évaluation du niveau de pression continu équivalent incluant le bruit particulier de l'installation est effectuée sur une durée représentative du fonctionnement le plus bruyant de celle-ci.

Les bruits émis par l'installation ne doivent pas être à l'origine pour les niveaux supérieurs à 35 dB(A) (mesure effectuée installation en fonctionnement) d'une émergence supérieure à :

- 5 dB(A) pour la période allant de 6 h 30 à 21 h 30, sauf dimanches et jours fériés;
- 3 dB(A) pour la période allant de 21 h 30 à 6 h 30, ainsi que les dimanches et jours fériés.

### **13.5. - Contrôles**

L'inspecteur des installations classées peut demander que des contrôles ponctuels ou une surveillance périodique de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiés dont le choix est soumis à son approbation. Les frais sont supportés par l'exploitant.

L'inspecteur des installations classées peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

## **TITRE V - TRAITEMENT ET ELIMINATION DES DÉCHETS**

### **ARTICLE 14 - TRAITEMENT ET ELIMINATION DES DÉCHETS**

#### **14.1. - Disposition générale**

Une procédure interne à l'établissement organise la collecte, le tri, le stockage temporaire, le conditionnement, le transport, et le mode d'élimination des déchets.

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise.

A cette fin, il se doit successivement :

- de limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres ;
- de trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication ;
- de s'assurer du traitement et/ou du pré-traitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, détoxification ou voie thermique ;
- de s'assurer pour les déchets ultimes, dont le volume doit être strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.

Les déchets de papiers (rognures, cassés, etc.....) seront récupérés au maximum afin d'être immédiatement ou ultérieurement revalorisés.

Toutes dispositions seront prises par l'exploitant pour éviter la prolifération des rongeurs et des vermines due à la présence de stockage des matières de récupération.

#### 14.2. - Nature des déchets produits

Code déchets	Nature du déchet	Quantité annuelle maximale produite en t	Filières de traitement
20-01-01	Conteneurs carton ayant contenu les grains de PS expansibles	5	VAL
08-03-99	Bidons d'huile et d'encre flexographique	250 bidons	VAL
03-03-07	Déchets de pulpeurs	1 800	DC2
20-01-01	Chutes papier et carton ondulé	-	VAL
20-01-04	Boîtes en polystyrène non conformes	20	VAL
20-01-04	Billes de polystyrène récupérées par filtration des eaux de lavage	15	DC2
13-02-03	Huiles usagées	3,2	REG-VAL
20-01-06	Métaux	-	VAL
20-03-01	DIB en mélange	-	DC2

#### 14.3. - Caractérisation des déchets

Pour les déchets de type banal non souillés par des substances toxiques ou polluants (verre, métaux, matières plastiques, minéraux inertes, terres stériles, caoutchouc,

textile, papiers et cartons, bois ou déchets du type urbain), une évaluation des tonnages produits est réalisée.

Les autres déchets, c'est à dire les déchets spéciaux, sont caractérisés par une analyse chimique de la composition globale et par un test de lixiviation selon normes NF, pour les déchets solides, boueux ou pâteux.

Cette identification est renouvelée au moins tous les 2 ans.

#### **14.4. - Elimination**

Les déchets ne peuvent être éliminés ou recyclés que dans une installation classée autorisée ou déclarée à cet effet au titre de la législation relative aux installations classées. Il appartient à l'exploitant de s'en assurer et d'apporter la preuve d'une élimination correcte.

Dans ce cadre, il justifiera à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2002, le caractère ultime, au sens de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 15 juillet 1975 modifiée, des déchets mis en décharge.

Nonobstant les indications de l'article 14.2., les déchets d'emballages des produits seront valorisés ou recyclés dans les filières agréées, conformément à la réglementation en vigueur. L'exploitant organise le tri et la collecte de ces déchets à l'intérieur de l'installation de manière à favoriser la valorisation ou le recyclage.

Toute incinération à l'air libre ou dans un incinérateur non autorisé au titre de la législation relative aux installations classées de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdite.

#### **14.5. - Stockages temporaires**

Les déchets et résidus produits doivent être stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles, des infiltrations dans le sol, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux devront être réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible protégés des eaux météoriques.

#### **14.6. - Comptabilité - Autosurveillance**

Un registre est tenu sur lequel seront reportées les informations suivantes :  
- codification selon la nomenclature officielle publiée au J. O. du 11 novembre 1997 ;



- type et quantité de déchets produits ;
- opération ayant généré chaque déchet ;
- nom des entreprises et des transporteurs assurant les enlèvements de déchets ;
- date des différents enlèvements pour chaque type de déchets ;
- nom et adresse des centres d'élimination ;
- nature du traitement effectué sur le déchet dans le centre d'élimination.

Ce registre est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

De plus, dans le mois suivant chaque trimestre calendaire, un état récapitulatif des opérations effectuées durant le trimestre précédent, sur tous les déchets produits, sera adressé à l'inspection des installations classées.

## **TITRE VI - PRÉVENTION DES RISQUES ET SÉCURITÉ**

### **ARTICLE 15 - SÉCURITÉ**

#### **15.1. - Organisation générale**

**15.1.1. -** L'exploitant établit et tient à la disposition de l'inspecteur des installations classées la liste des équipements importants pour la sécurité.

Les procédures de contrôle, d'essais et de maintenance des équipements importants pour la sécurité ainsi que la conduite à tenir dans l'éventualité de leur indisponibilité, sont établies par consignes écrites.

Ces consignes, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel, doivent notamment indiquer :

- les interdictions de fumer et d'apporter du feu sous une forme quelconque ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient contenant des substances dangereuses ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de télécopie du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.....

Ces consignes doivent rappeler de manière brève, mais apparente, la nature des produits concernés et les risques spécifiques associés (incendie, toxicité, pollution des eaux, etc.....).

#### **15.1.2. - Règles d'exploitation**

L'exploitant prend toutes dispositions en vue de maintenir le niveau de sécurité, notamment au niveau des équipements et matériels dont le dysfonctionnement placerait l'installation en situation dangereuse ou susceptible de le devenir.

Ces dispositions portent notamment sur :

- la conduite des installations (consignes en situation normale ou cas de crise, essais périodiques) ;
- l'analyse des incidents et anomalies de fonctionnement ;
- la maintenance et la sous-traitance ;
- l'approvisionnement en matériel et matière ;
- la formation et la définition des tâches du personnel.

Les consignes d'exploitation comportent notamment explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toutes circonstances, le respect des dispositions du présent arrêté.

Ces dispositions sont tenues à disposition de l'inspecteur des installations classées qui feront l'objet d'un rapport annuel.

**15.1.3. -** Les systèmes de détection, de protection, de sécurité et de conduite intéressant la sûreté de l'installation, font l'objet d'une surveillance et d'opérations d'entretien de façon à fournir des indications fiables, pour détecter les évolutions des paramètres importants pour la sûreté et pour permettre la mise en état de sûreté de l'installation.

Les documents relatifs aux contrôles et à l'entretien liés à la sûreté de l'installation sont archivés et tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées pendant une année.

**15.1.4. -** La conduite des installations, tant en situations normales qu'incidentelles ou accidentelles, fait l'objet de documents écrits dont l'élaboration, la mise en place, le réexamen et la mise à jour s'inspirent des règles habituelles d'assurance de la qualité.

## **15.2. - Alimentation électrique de l'établissement**

L'alimentation électrique des équipements vitaux pour la sécurité doit pouvoir être secourue par une source interne à l'établissement.

Les unités doivent se mettre automatiquement en position de sûreté si les circonstances le nécessitent, et notamment en cas de défaut de l'énergie d'alimentation ou de perte des utilités.

Afin de vérifier les dispositifs essentiels de protection, des tests sont effectués. Ces interventions volontaires font l'objet d'une consigne particulière reprenant le type et la fréquence des manipulations.

Cette consigne est distribuée au personnel concerné et commentée autant que nécessaire.

Par ailleurs, toutes dispositions techniques adéquates doivent être prises par l'exploitant afin que :

- les automates et les circuits de protection soient affranchis des micro- coupures électriques ;
- le déclenchement partiel ou général de l'alimentation électrique ne puisse pas mettre en défaut ou supprimer totalement ou partiellement la mémorisation de données essentielles pour la sécurité des installations.

### **15.3. - Sûreté du matériel électrique**

L'établissement est soumis aux dispositions de l'arrêté du 31 mars 1980 (JO - NC du 30 avril 1980) portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion.

L'exploitant doit être en mesure de justifier le type de matériel électrique utilisé dans chacun des différents secteurs de l'usine.

Les installations électriques doivent être réalisées avec du matériel normalisé et installées conformément aux normes applicables (notamment NFC 15-100) par des personnes compétentes.

Les appareils (équipements métalliques, réservoirs, cuves, canalisations, ..... ) doivent être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables (NFC 15-100 et NFC 13-200).

Les installations électriques seront correctement entretenues et périodiquement vérifiées par un organisme agréé, notamment sur le respect des normes en vigueur. Les rapports de visite seront tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées.

### **15.4. - Clôture de l'établissement**

L'usine est clôturée sur toute sa périphérie.

La clôture, d'une hauteur minimale de 2 mètres, doit être suffisamment résistante afin d'empêcher les éléments indésirables d'accéder aux installations.

Les zones dangereuses, à déterminer par l'exploitant autour des unités, doivent être signalées sur le site et se trouver à l'intérieur du périmètre clôturé.

### **15.5. - Accès**

Les accès à l'établissement sont constamment fermés ou surveillés et seules les personnes autorisées par l'exploitant, et selon une procédure qu'il a définie, sont admises dans l'enceinte de l'usine.

#### **15.6. - Equipements abandonnés et fin d'exploitation**

Les équipements abandonnés ne sont pas maintenus dans les unités. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation.

En fin d'exploitation, tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets doivent être valorisés ou évacués vers des installations autorisées.

Les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux doivent être vidées, nettoyées, dégazées et, le cas échéant, décontaminées. Elles sont si possible enlevées, sinon et dans le cas spécifique des cuves enterrées, elles doivent être rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte.

Les transformateurs contenant des PCB hors service doivent être démantelés et envoyés pour destruction dans une installation autorisée à cet effet, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté. L'exploitant transmettra ensuite à l'Inspection des installations classées les certificats de destruction délivrés pour ces appareils par l'installation d'élimination autorisée.

#### **15.7. - Interdiction d'habitations au-dessus des installations**

Les dépôts de matières plastiques installations de combustion, ne doivent pas être surmontées de locaux occupés par des tiers ou habités ou à usage de bureaux.

Ils ne doivent pas être implantés en sous-sol de ces bâtiments.

#### **15.8. - Ventilation**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.

#### **15.9. - Surveillance de l'exploitation**

L'exploitation des différentes installations doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant, et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

#### **15.10. – Propreté**

Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières et présenter les garanties correspondantes.

#### **15.11. – Registre entrée/sortie**

L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.

#### **15.12. – Localisation des risques**

L'exploitant recense sous sa responsabilité les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives de matières mises en oeuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation, la nature du risque (émanations toxiques.....). Ce risque est signalé.

#### **15.13. – “Permis de travail” et/ou “permis de feu”**

Dans les parties de l'installation visées au point 15.12, tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits....) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un “permis de travail”, et éventuellement d'un “permis de feu” et en respectant les règles d'une consigne particulière.

Le “permis de travail” et éventuellement le “permis de feu” et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le “permis de travail” et éventuellement le “permis de feu” et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, doivent être cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant.

#### **15.14. - Divers**

La réception des produits dangereux fera l'objet de procédures particulières.

### **ARTICLE 16 - MESURES DE PROTECTION CONTRE L'INCENDIE**

#### **16.1. - Protection contre la foudre (A.M. du 28/01/1993)**

**16.1.1. -** Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peuvent être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement, à la sûreté des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, doivent être protégées contre la foudre.

**16.1.2. -** Les dispositifs de protection contre la foudre doivent être conformes à la norme française C 17-100 ou à toute norme en vigueur dans un Etat membre de la Communauté européenne et présentant des garanties de sécurité équivalentes.

La norme doit être appliquée en prenant en compte la disposition suivante : pour tout équipement, construction, ensemble d'équipements et constructions ne présentant pas une configuration et des contours hors tout géométriquement simples, les possibilités d'agression et la zone de protection doivent être étudiées par la méthode complète de la sphère fictive. Il en est également ainsi pour les réservoirs, tours, cheminées et, plus généralement, pour toutes structures en élévation dont la dimension verticale est supérieure à la somme des deux autres.

Cependant, pour les systèmes de protection à cage maillée, la mise en place de pointes caprices n'est pas obligatoire.

**16.1.3. -** L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations visées à l'article 16.1.1. ci-dessus fait l'objet, tous les cinq ans, d'une vérification suivant l'article 5.1. de la norme française C 17-100 adapté, le cas échéant, au type de système de protection mis en place. Dans ce cas la procédure est décrite dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Cette vérification doit également être effectuée après l'exécution de travaux sur les bâtiments et structures protégés ou avoisinants susceptibles d'avoir porté atteinte au système de protection contre la foudre mis en place et après tout impact par la foudre constaté sur ces bâtiments ou structures.

Un dispositif de comptage approprié des coups de foudre doit être installé sur les installations. En cas d'impossibilité d'installer un tel comptage, celle-ci est démontrée.

**16.1.4.** - Les pièces justificatives du respect des articles 16.1.1., 16.1.2. et 16.1.3. ci-dessus sont tenues à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

**16.1.5.** - L'exploitant réalisera, dans un délai de 3 mois, à compter de la notification du présent arrêté, une étude préalable à la mise en conformité de ses installations avec les dispositions de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées.

Cette étude préalable aura pour objet l'emplacement des différents éléments du dispositif de protection contre la foudre, les éléments d'étude correspondants seront donnés dans un descriptif indiquant notamment :

- les dimensions des constructions ;
- la forme et l'inclinaison des toits ;
- la nature des toitures ;
- les parties métalliques des toits et les éléments métalliques extérieurs importants ;
- les gouttières et descentes d'eau pluviale ;
- les parties des constructions qui sont en saillie et la nature des matériaux qui les constituent (métallique ou non conducteur) ;
- les points les plus vulnérables des constructions ;
- la disposition des conduits métalliques (eaux, électricité, gaz, ..... ) des constructions ;
- les obstacles proches pouvant avoir une influence sur le trajet de la foudre, par exemple les lignes électriques aériennes, les clôtures métalliques ;
- la nature de l'ambiance qui pourrait être particulièrement corrosive ;
- la présence de matières explosibles ou inflammables ;
- la présence d'équipements sensibles, tels qu'ordinateurs, ensembles électriques.

## **16.2. - Moyens de secours**

**16.2.1.** - Les Sapeurs-Pompiers doivent pouvoir disposer d'une quantité d'eau de 240 m<sup>3</sup> utilisable en deux heures dans un rayon de 150 mètres, mais à plus de 30 mètres du risque à défendre.

Cette prescription peut être réalisée par l'implantation de deux poteaux d'incendie.

Ces hydrants de diamètre 100 mm sont normalisés (référence NFS 62-200) conformément à la circulaire interministérielle du 10 décembre 1951 et susceptibles d'assurer chacun un débit de 60 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures, sous une charge restante de un bar.

Ils seront implantés sur le site en accord avec le Centre de Secours Principal de Saint-Omer, et le service Prévision du Service Départemental d'Incendie et de Secours du Pas-de-Calais.

Il sera également aménagé en deux points distincts de l'usine des aires d'aspiration permettant une mise en oeuvre aisée des engins d'incendie.

**16.2.2.** - Il doit être assuré le contournement des bâtiments par une voie engins qui devra répondre aux caractéristiques suivantes :

- largeur minimale : 3 mètres ;
- hauteur disponible : 3,5 mètres ;
- force portante : 130 kN (90 kN sur l'essieu arrière et 40 kN sur l'essieu avant) ;
- rayon de braquage intérieur minimal dans les virages : 11 mètres ;
- surlargeur dans les virages :  $S = \frac{15}{R}$  pour des virages de rayon R inférieur à 50 m ;
- pente inférieure à 15 % ;
- résistance au poinçonnement de 100 kN sur une surface circulaire de 0,2 m de diamètre.

Chaque installation doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Si le plancher haut de cette installation est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à la voie engins, elle sera doublée d'une voie échelle. En cas de local fermé, une des façades est équipée d'ouvrants permettant le passage de sauveteurs équipés.

**16.2.3.** - Un désenfumage des bâtiments doit être assuré en cohérence avec la nature de l'activité. La surface utile d'ouverture des exutoires doit être proportionnelle au potentiel calorifique et à la hauteur de référence du bâtiment.

A ce titre :

- "la surface totale des sections d'évacuation des fumées doit être supérieure au centième de la superficie du local avec un minimum de 1 m<sup>2</sup> - Code du Travail - Décret n° 92-332 du 31 mars 1992 ;
- selon l'article 14 - section 2 de l'arrêté du 5 août 1992 pris pour l'application des articles R 235-4-8 et R 235-4-15 du Code du Travail, "les règles d'exécution techniques des systèmes de désenfumage et des écrans de cantonnement doivent prendre en compte les règles définies par l'Instruction Technique relative au désenfumage dans les établissements recevant du public, et l'importance prévisible des fumées en fonction des matières entreposées ou manipulées."

Les toitures doivent être pourvues d'exutoires de fumées à raison de 1 % de la surface des bâtiments. La moitié sera à ouverture automatique par fusible calibré, l'autre sera à commande de type "tirez-lâchez" avec commande près des issues.



16.2.4. - Les différents fûts entreposés dans les ateliers devront être regroupés par famille (acides, bases, toxiques, ....) dans un local spécialisé en rétention selon les règles pré-définies aux précédents articles de cet arrêté.

16.2.5. - Il est interdit de faire ou d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un "permis de feu" dans les installations où existe un risque d'incendie ou d'explosion.

16.2.6. - Il sera mis en place un nombre suffisant de R.I.A. et d'extincteurs. Ceux-ci seront judicieusement répartis et adaptés à la nature des feux à combattre.

16.2.7. - Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques par un technicien qualifié.

### **16.3. - Protection individuelle**

Des matériels de protection individuelle adaptés aux risques présentés par les installations et les produits stockés ou utilisés et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés et accessibles à proximité des installations et différents stockages, et être rangés de façon sûre et protégée. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel doit être formé à l'emploi de ces matériels.

Lorsque la nature des produits stockés le justifie, des douches et des douches oculaires doivent être installées et maintenues en état de fonctionner en permanence.

### **16.4. - Appareils de détection**

Des appareils de détection adaptés, complétés de dispositifs, visibles de jour comme de nuit, indiquant la direction du vent, doivent être mis en place à proximité des installations susceptibles d'émettre à l'atmosphère des substances dangereuses en cas de dysfonctionnement.

### **16.5. - Signalisation - Etiquetage**

La norme NF X 08 003 relative à l'emploi des couleurs et des signaux de sécurité est appliquée conformément à l'arrêté du 4 août 1982 afin de signaler les emplacements :

- des moyens de secours ;

- des stockages présentant des risques ;
  - des locaux à risques ;
  - des boutons d'arrêt d'urgence ;
- ainsi que les diverses interdictions.

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R 231-53 du code du travail.

Notamment, les réservoirs doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

## **ARTICLE 17 - PLAN DE SECOURS**

L'exploitant est tenu d'établir, pour le 31 mars 1999 un plan d'intervention interne qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en oeuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Il en assure la mise à jour permanente.

Le plan est transmis au Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile, à Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, et à Monsieur le Directeur Départemental des Service d'Incendie et de Secours.

Le Préfet, peut demander la modification des dispositions envisagées.

## **TITRE VII - PRESCRIPTIONS PROPRES A CERTAINES ACTIVITÉS**

### **ARTICLE 18 - SOURCES RADIOACTIVES**

#### **18.1. - Utilisation de sources radioactives (prescriptions type en application de la circulaire du 23 décembre 1992)**

##### **18.1.1. - Déclaration**

Tout vol, perte ou détérioration de substances radioactives doit être déclaré par l'exploitant, dans les 24 heures :

- au Préfet ;
- à l'inspection des installations classées ;

- à l'Office de Protection contre les rayonnements ionisants (OPRI) - B.P. n° 35 - 78110 LE VESINE ;
- à la Commission Interministérielle des Radioéléments Artificiels (CIREA) - B.P. 90 - 92260 FONTENAY AUX ROSES.

La déclaration doit comporter :

- la nature des radioéléments ;
- leur activité ;
- les types et numéros d'identification des sources ;
- le ou les fournisseurs ;
- la date et les circonstances détaillées de l'événement.

Les Services d'Incendie et de Secours ainsi que la gendarmerie doivent également être informés par l'exploitant.

#### **18.1.2. - Mesures à prendre**

En cas de vol, de perte, ou de détérioration de substances radioactives, l'exploitant fait réaliser des mesures de la radioactivité sur l'ensemble du site industriel et sa périphérie, notamment les établissements recevant du public, afin de détecter la présence éventuelle de la source perdue ou de radioéléments.

Ces mesures concernent également les systèmes d'évacuation des eaux.

Elles sont réalisées par l'exploitant sous le contrôle de l'inspection des installations classées ou par un organisme compétent choisi par l'exploitant en accord avec l'inspection des installations classées.

L'exploitant analyse avec rigueur les entrées-sorties des matériels et met en place un contrôle sanitaire des personnes habituellement présentes sur le site dans l'attente des mesures de radioactivité. L'accès des tiers à l'établissement est limité au plus bas niveau possible.

#### **18.1.3. - Information**

En cas de vol, de perte ou de détérioration de substances radioactives, l'exploitant fait procéder à une annonce dans deux journaux locaux ou régionaux et, si besoin est, nationaux. Cette annonce doit décrire la source perdue, les risques associés, les précautions à prendre en cas de découverte ainsi que les services à contacter.

Les frais d'insertion sont à la charge de l'exploitant.

### **18.2. - Conditions d'emploi**

**18.2.1. -** Le conditionnement des sources scellées doit être tel que leur étanchéité soit parfaite et leur détérioration impossible dans les conditions normales d'emploi.

18.2.2. - Au cours de l'emploi des rayonnements, les sources sont placées à une distance des murs limitant un lieu occupé par un tiers ou un lieu public telle que le débit d'équivalent de dose ne dépasse pas 0,5 rem/an compte tenu d'un facteur d'occupation théorique de 1 pour les habitations, de 1/3 pour les lieux d'occupation temporaire (cours, jardin.....), de 1/10 pour la voie publique.

Au besoin, un écran supplémentaire en matériau convenable est interposé sur le trajet des rayonnements pour amener le débit d'équivalent de dose au niveau indiqué ci-dessus.

18.2.3. - En dehors des heures d'emploi, les sources scellées sont stockées dans des logements tels que leur protection contre l'incendie soit convenablement assurée.

18.2.4. - Des panneaux réglementaires de signalisation de radio-activité sont placés d'une façon apparente dans les lieux de travail et de stockage des sources. En cas d'existence d'une zone contrôlée délimitée en vertu de l'article 21 décret n° 66-450 du 20 juin 1966, la signalisation est celle de cette zone.

18.2.5. - Les récipients contenant les sources doivent porter extérieurement, en caractères très lisibles, indélébiles et résistant au feu, la dénomination du produit contenu, son activité exprimée en curie et la date de la mesure de cette activité.

18.2.6. - Des consignes particulièrement strictes, pour l'application des prescriptions précédentes sont affichées dans les lieux de travail et de stockage.

18.2.7. - Le lieu de stockage des sources ne commande ni un escalier, ni un dégagement quelconque. L'accès en est facile de manière à permettre, en cas de besoin, une évacuation rapide des sources.

18.2.8. - Un contrôle des débits d'équivalent de dose doit être effectué 1 fois par an dans l'atelier, les sources étant en position d'emploi. Les résultats de ces contrôles sont consignés sur un registre qui doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.

## **ARTICLE 19 - RÉCUPÉRATION ET VALORISATION DES VIEUX PAPIERS ET CARTONS**

19.1. - Lors de la prise en charge des déchets d'emballage d'un tiers un contrat écrit est passé avec de dernier en précisant la nature et la quantité des déchets pris en charge. Ce

contrat doit viser le présent arrêté, et joindre éventuellement son article 19 en annexe. De plus, dans le cas de contrats signés pour un service durable et répété, à chaque cession, un bon d'enlèvement est délivré en précisant les quantités réelles et les dates d'enlèvement.

**19.2.** - Dans le cas où la valorisation nécessite une étape supplémentaire dans une autre installation agréée, la cession à un tiers se fait avec signature d'un contrat similaire à celui mentionné à l'article 19.1. Si le repreneur est exploitant d'une installation classée, le pétitionnaire s'assure qu'il bénéficie de l'agrément pour la valorisation des déchets d'emballage pris en charge. Si le repreneur exerce des activités de transport, négoce, courtage, le pétitionnaire s'assure que ce tiers est titulaire d'un récépissé de déclaration pour de telles activités.

**19.3.** - Pendant une période de 5 ans doivent être tenus à la disposition des agents chargés du contrôle du respect du décret du 13 juillet 1994 :

- les dates de prise en charge des déchets d'emballages, la nature et les quantités correspondantes, l'identité des détenteurs antérieurs, les termes du contrat, les modalités de l'élimination (nature des valorisations opérées, proportion éventuelle de déchets non valorisés et leur mode de traitement) ;
- les dates de cession, le cas échéant, des déchets d'emballage à un tiers, la nature et les quantités correspondantes, l'identité du tiers, les termes du contrat et les modalités d'élimination ;
- les quantités traitées, éliminées et stockées, le cas échéant et les conditions de stockage ;
- les bilans mensuels ou annuels selon l'importance des transactions.

## **ARTICLE 20 - DÉPÔTS DE VIEUX PAPIERS, PRODUITS FINIS**

### **20.1. - Implantation**

**20.1.1.** - Sans préjudice de l'application de textes spécifiques, l'implantation des entrepôts doit être conforme aux règles suivantes :

\* Entrepôts de hauteur utile sous ferme inférieure ou égale à 10 mètres

L'entrepôt est implanté à une distance d'au moins 30 mètres des immeubles habités ou occupés par des tiers, des établissements recevant du public et immeubles de grande hauteur, ainsi que des installations classées soumises à autorisation présentant des risques d'explosion. Si l'entrepôt ne contient aucun produit, objet ou matériel présentant des risques d'explosion, la distance par rapport aux immeubles habités ou occupés par des tiers et des établissements recevant du public peut être réduite à 10 mètres.

A défaut, l'entrepôt doit être isolé des immeubles habités ou occupés par des tiers et des établissements recevant du public par un mur coupe-feu de degré 4 heures, dépassant la toiture d'au moins 1 mètre.

\* Entrepôts de hauteur utile sous ferme supérieure à 10 mètres

La distance séparant l'entrepôt des immeubles habités ou occupés par des tiers, établissements recevant du public ou immeubles de grande hauteur, ainsi que des installations classées soumises à autorisation présentant des risques d'explosion est égale à au moins trois fois la hauteur de l'entrepôt. Cette distance peut être réduite à une fois sa hauteur si l'entrepôt ne contient aucun produit, objet ou matériel présentant des risques d'explosion.

\* Pérennité de ces distances

Les distances d'isolement fixées ci-dessus doivent être conservées au cours de l'exploitation, sous la responsabilité de l'exploitant, qui prend à cet effet toutes mesures utiles telles qu'acquisition des terrains ou servitudes amiables non aedificandi.

20.1.2. – Afin de permettre, en cas de sinistre, l'intervention des secours, une voie conforme aux dispositions de l'article 16.2.2 du présent arrêté doit être maintenue dégagée autour des bâtiments de stockage.

Le stationnement des véhicules n'est autorisé devant les portes que pour les opérations de chargement et de déchargement.

## 20.2. – Construction et aménagements

### 20.2.1. – Construction

Les stocks de produits finis sont isolés du reste des entrepôts par des murs coupe-feu de degré deux heures munis de dépassements en toiture de 1 m pare-flamme degré une heure ou de rabats sur toitures de 4 m pare-flamme degré 1/2 heure. Ces murs devront dépasser les façades de 50 cm sur toutes leurs hauteurs. Les portes agencées dans ces murs devront être coupe-feu degré une heure. Elles pourront être maintenues en position ouverte avec fermeture automatique asservie à la détection automatique incendie. Ces portes devront en outre, être munies de pancarte indiquant "Porte coupe-feu – Ne pas mettre d'obstacle à la fermeture".

Les planchers sont coupe-feu de degré 2 heures.

La toiture est réalisée avec des éléments incombustibles. Lorsque l'entrepôt est à moins de 10 mètres d'autres immeubles, la toiture est pare-flamme de degré 1/2 heure et

ne présente pas d'ouverture, sur une distance de 6 mètres comptée à partir de l'immeuble voisin.

Toutefois, il est prévu des exutoires de fumées conformes aux dispositions de l'article 16.2.3

La commande manuelle des exutoires de fumée et de chaleur doit être facilement accessible depuis les issues de secours.

L'éclairage artificiel peut être effectué par lampes électriques à incandescence ou à fluorescence, à l'exclusion de tout dispositif d'éclairage à feu nu.

Si l'éclairage de l'atelier est assuré par lampes électriques à incandescence ou à fluorescence, ces lampes sont installées à poste fixe, protégées contre les chocs et éloignées de tout produit entreposé ; les lampes ne doivent pas être suspendues directement à bout de fils conducteurs ; l'emploi de lampes dites "baladeuses" est interdit.

Il existe un interrupteur général multipolaire pour couper le courant force et un interrupteur général pour l'extinction des lumières. Ces interrupteurs sont placés en dehors de l'atelier, sous la surveillance d'un préposé responsable qui interrompra le courant pendant les heures de repos et tous les soirs après le travail. Une ronde est effectuée le soir, après le départ du personnel et avant l'extinction des lumières.

Les matériaux susceptibles de concentrer la chaleur par effet optique sont interdits (effet lentille).

## **20.2.2. - Aménagement**

**20.2.2.1. -** L'entrepôt est divisé en cellules de stockage de 4 000 m<sup>2</sup> au plus, isolées par des parois coupe-feu de degré 2 heures. Si l'entrepôt ne comporte qu'un seul niveau les parois peuvent être coupe-feu de degré 1 heure.

La couverture ne comporte pas d'exutoires, d'ouvertures ou d'éléments légers sur une largeur de 4 mètres de part et d'autre de l'aplomb de la paroi coupe-feu séparant deux cellules.

Les portes séparant les cellules sont coupe-feu de degré 1 heure et sont munies de dispositifs de fermeture automatique permettant l'ouverture de l'intérieur de chaque cellule. Tout autre moyen d'isolement est admis s'il donne des garanties de sécurité au moins équivalentes.

**20.2.2.2. -** Aucun liquide particulièrement inflammable ou susceptible de réagir avec l'eau n'est stocké dans ces dépôts.

Les ateliers d'entretien du matériel sont isolés par une paroi coupe-feu de degré 1 heure. Les portes d'intercommunication sont pare-flamme de degré 1/2 heure et sont munies d'un ferme-porte.

20.2.2.3. - Si un poste ou une aire d'emballage est installé dans l'entrepôt, il est soit dans une cellule spécialement aménagée, soit éloigné des zones d'entreposage, soit équipé de moyens de prévention ou d'intervention particuliers.

20.2.2.4. - Des issues pour les personnes sont prévues en nombre suffisant pour que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 50 mètres de l'une d'elles, et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul de sac.

Deux issues vers l'extérieur au moins, dans deux directions opposées, sont prévues dans chaque cellule.

Les portes servant d'issues vers l'extérieur sont munies de ferme-portes et s'ouvrent par une manoeuvre simple dans le sens de la sortie.

### 20.3. - Stockages

Le stockage est effectué de manière que toutes les issues, escaliers, etc.... soient largement dégagés.

Les marchandises entreposées en vrac sont séparées des autres produits par un espace minimum de trois mètres sur le ou les côtés ouverts.

Les marchandises entreposées en masse (sac, palette, etc.....) forment des blocs limités de façon suivante :

- surface maximale des blocs au sol : 1 000 m<sup>2</sup> ;
- espaces entre blocs et parois et entre blocs et éléments de la structure : 0,80 mètre ;
- espaces entre deux blocs : 1 mètre ;
- chaque ensemble de 4 blocs est séparé d'autres blocs par des allées de 2 mètres.

### 20.4. - Dispositions générales

Les locaux de stockage sont régulièrement nettoyés.

Il est interdit de fumer dans les hangars des dépôts. Cette consigne est affichée en caractères très apparents sur la porte d'entrée et à l'intérieur des locaux avec l'indication qu'il s'agit d'une interdiction préfectorale.

On affiche près de l'appareil téléphonique du bureau le plus proche le numéro d'appel du poste des sapeurs-pompiers ainsi que les consignes à observer en cas d'incendie.

Ces dispositions sont également applicables pour les dépôts en plein air.



## **20.5. – Dépôts en plein air**

20.5.1. – Les dépôts en plein air sont limités en lots de 500 t, séparés les uns des autres d'une distance minimale de 10 m, afin de limiter la propagation de l'incendie et de permettre la rapide mise en oeuvre des moyens de secours.

20.5.2. – Les issues des dépôts seront toujours maintenues libres de tout encombrement.

20.5.3. – Le sol des dépôts sera réalisé en matériaux difficilement attaquables par les rongeurs, et maintenu en bon état d'entretien et de propreté.

20.5.4. – Toutes précautions seront prises pour éviter l'envahissement des dépôts par les insectes et par les rongeurs.

## **ARTICLE 21 – INSTALLATIONS DE COMBUSTION**

### **21.1. – Implantation – aménagement**

#### **21.1.1. – Règles d'implantation**

Les appareils de combustion sont implantés de manière à prévenir tout risque d'incendie et d'explosion et à ne pas compromettre la sécurité du voisinage, intérieur et extérieur à l'installation. Ils sont suffisamment éloignés de tout stockage et de toute activité mettant en oeuvre des matières combustibles ou inflammables. L'implantation des appareils doit satisfaire aux distances d'éloignement suivantes (les distances sont mesurées en projection horizontale par rapport aux parois extérieures du local qui les abrite ou, à défaut, aux appareils eux-mêmes) :

- a) 10 mètres des limites de propriété et des établissements recevant du public de 1<sup>ère</sup>, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup> catégories, des immeubles de grande hauteur, des immeubles habités ou occupés par des tiers, et des voies à grande circulation ;
- b) 10 mètres des installations mettant en oeuvre des matières combustibles ou inflammables, y compris les stockages aériens de combustibles liquides ou gazeux destinés à l'alimentation des appareils de combustion présents dans l'installation.

A défaut de satisfaire à cette obligation d'éloignement lors de sa mise en service, l'installation devra respecter les dispositions de l'article 24.1.2. (3<sup>e</sup> alinéa).

Les appareils de combustion destinés à la production d'énergie (tels que les chaudières, les turbines ou les moteurs, associés ou non à une postcombustion), doivent être implantés, sauf nécessité d'exploitation justifiée par l'exploitant, dans un local uniquement réservé à cet usage et répondant aux règles d'implantation ci-dessus.

Lorsque les appareils de combustion sont placés en extérieur, des capotages, ou tout autre moyen équivalent, sont prévus pour résister aux intempéries.

### **21.1.2. - Comportement au feu et aux explosions des bâtiments**

Les locaux abritant l'installation doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- matériaux de classe MO (incombustibles) ;
- stabilité au feu de degré une heure ;
- couverture incombustible.

Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (par exemple lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre moyen équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation. Les locaux où sont utilisés des combustibles susceptibles de provoquer une explosion sont conçus de manière à limiter les effets de l'explosion à l'extérieur du local (évents, parois de faible résistance.....).

De plus, les éléments de construction présentent les caractéristiques de comportement au feu suivantes, vis-à-vis des locaux contigus ou des établissements, installations et stockages pour lesquels les distances prévues à l'article 24.1.1. ne peuvent être respectées :

- parois, couverture et plancher haut coupe-feu de degré deux heures ;
- portes intérieures coupe-feu de degré une 1/2 heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique ;
- porte donnant vers l'extérieur coupe-feu de degré une 1/2 heure au moins.

### **21.1.3. - Accessibilité**

Des aires de stationnement doivent être aménagées pour accueillir les véhicules assurant l'approvisionnement en combustible et, le cas échéant, l'évacuation des cendres et mâchefers. Cette disposition ne concerne pas les installations dont la durée de fonctionnement est inférieure à 500 h/an.

Un espace suffisant doit être aménagé autour des appareils de combustion, des organes de réglage, de commande, de régulation, de contrôle et de sécurité pour permettre une exploitation normale des installations.

### **21.1.4. - Ventilation**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour notamment éviter la formation d'une atmosphère explosible ou nocive.

La ventilation doit assurer en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'équipement, notamment en cas de mise en sécurité de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local, compatible avec le bon fonctionnement des appareils de combustion, au moyen d'ouvertures en partie haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent.

#### **21.1.5. - Installations électriques**

Les installations électriques doivent être réalisées conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail.

Un ou plusieurs dispositifs placés à l'extérieur, doivent permettre d'interrompre en cas de besoin l'alimentation électrique de l'installation, à l'exception de l'alimentation des matériels destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours qui doit être conçu pour fonctionner en atmosphère explosive.

#### **21.1.6. - Issues**

Les installations doivent être aménagées pour permettre une évacuation rapide du personnel dans deux directions opposées. L'emplacement des issues doit offrir au personnel des moyens de retraite en nombre suffisant. Les portes doivent s'ouvrir vers l'extérieur et pouvoir être manoeuvrées de l'intérieur en toutes circonstances. L'accès aux issues est balisé.

#### **21.1.7. - Alimentation en combustible**

Les réseaux d'alimentation en combustible doivent être conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive.....) et repérées par les couleurs normalisées.

Un dispositif de coupure manuelle, indépendant de tout équipement de régulation de débit, doit être placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, doit être placé :

- dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances ;
- à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible.

Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manoeuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.

Dans les installations alimentées en combustible gazeux, la coupure de l'alimentation en gaz sera assurée par deux vannes automatiques (1) redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs

de détection de gaz (2) et un pressostat (3). Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.

Tout appareil de réchauffage d'un combustible liquide doit comporter un dispositif limiteur de la température indépendant de sa régulation, protégeant contre toute surchauffe anormale du combustible.

Le parcours des canalisations à l'intérieur des locaux où se trouvent les appareils de combustion est aussi réduit que possible. Par ailleurs, un organe de coupure rapide doit équiper chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci.

La consignation d'un tronçon de canalisation, notamment en cas de travaux, s'effectuera selon un cahier des charges précis défini par l'exploitant. Les obturateurs à opercule, non manoeuvrables sans fuite possible vers l'atmosphère, sont interdits à l'intérieur des bâtiments.

Nota :

- (1) *Vanne automatique :*      *cette vanne assure la fermeture de l'alimentation en combustible gazeux lorsqu'une fuite de gaz est détectée par un capteur. Elle est située sur le circuit d'alimentation en gaz. Son niveau de fiabilité est maximum, compte tenu des normes en vigueur relatives à ce matériel.*
- (2) *Capteur de détection de gaz :*      *une redondance est assurée par la présence d'au moins deux capteurs.*
- (3) *Pressostat :*      *ce dispositif permet de détecter une chute de pression dans la tuyauterie. Son seuil doit être aussi élevé que possible, compte tenu des contraintes d'exploitation.*

#### 21.1.8. - Contrôle de la combustion

Les appareils de combustion sont équipés de dispositifs permettant, d'une part, de contrôler leur bon fonctionnement et, d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation.

Les appareils de combustion sous chaudières utilisant un combustible liquide ou gazeux comportent un dispositif de contrôle de la flamme. Le défaut de son fonctionnement doit entraîner la mise en sécurité des appareils et l'arrêt de l'alimentation en combustible.

#### 21.1.9. - Aménagement particulier

La communication entre le local chaufferie contenant les appareils de combustion utilisant du gaz et d'autres locaux, si elle est indispensable, s'effectuera par un

sas fermé par deux portes pare-flamme une 1/2 heure. Cette disposition est applicable aux installations nouvelles.

#### **24.1.10. – Détection de gaz – Détection d'incendie**

Un dispositif de détection de gaz, déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, doit être mis en place dans les installations, utilisant un combustible gazeux, exploitées sans surveillance permanente ou bien implantées en sous-sol. Ce dispositif doit couper l'arrivée du combustible et interrompre l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manoeuvre ne puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion. Un dispositif de détection d'incendie doit équiper les installations implantées en sous-sol.

L'emplacement des détecteurs est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Leur situation est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit. La fiabilité des détecteurs est adaptée aux exigences de l'article 24.1.7. Des étalonnages sont régulièrement effectués.

Toute détection de gaz, au-delà de 60 % de la LIE, conduit à la mise en sécurité de toute installation susceptible d'être en contact avec l'atmosphère explosive, sauf les matériels et équipements dont le fonctionnement pourrait être maintenu conformément aux dispositions prévues au point 24.1.5

Cette mise en sécurité est prévue dans les consignes d'exploitation.

### **21.2. – Exploitation – entretien**

**21.2.1. –** La présence de matières dangereuses ou combustibles à l'intérieur des locaux abritant les appareils de combustion est limitée aux nécessités de l'exploitation.

#### **21.2.2. – Entretien et travaux**

L'exploitant doit veiller au bon entretien des dispositifs de réglage, de contrôle, de signalisation et de sécurité. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit.

Toute tuyauterie susceptible de contenir du gaz devra faire l'objet d'une vérification annuelle d'étanchéité qui sera réalisée sous la pression normale de service.

Toute intervention par point chaud sur une tuyauterie de gaz susceptible de s'accompagner d'un dégagement de gaz ne peut être engagée qu'après une purge complète de la tuyauterie concernée. A l'issue de tels travaux, une vérification de l'étanchéité de la

tuyauterie doit garantir une parfaite intégrité de celle-ci. Cette vérification se fera sur la base de documents prédéfinis et de procédures écrites. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit.

Pour des raisons liées à la nécessité d'exploitation, ce type d'intervention pourra être effectuée en dérogation au précédent alinéa, sous réserve de l'accord préalable de l'inspection des installations classées.

Les soudeurs devront avoir une attestation d'aptitude professionnelle spécifique au mode d'assemblage à réaliser. Cette attestation devra être délivrée par un organisme extérieur à l'entreprise et compétent, conformément aux dispositions de l'arrêté du 16 juillet 1980.

### **21.2.3. - Conduite des installations**

Les installations doivent être exploitées sous la surveillance permanente d'un personnel qualifié. Il vérifie périodiquement le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et s'assure de la bonne alimentation en combustible des appareils de combustion.

Par dérogation aux dispositions ci-dessus, l'exploitation sans surveillance humaine permanente est admise :

- pour les générateurs de vapeur ou d'eau surchauffée lorsqu'ils répondent aux dispositions de l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> février 1993 (J.O. du 3 mars 1993) relatif à l'exploitation sans présence humaine permanente ainsi que les textes qui viendraient s'y substituer ou le modifier ;
- pour les autres appareils de combustion, si le mode d'exploitation assure une surveillance permanente de l'installation permettant au personnel soit d'agir à distance sur les paramètres de fonctionnement des appareils et de les mettre en sécurité en cas d'anomalies ou de défauts, soit de l'informer de ces derniers afin qu'il intervienne directement sur le site.

L'exploitant consigne par écrit les procédures de reconnaissance et de gestion des anomalies de fonctionnement ainsi que celles relatives aux interventions du personnel et aux vérifications périodiques du bon fonctionnement de l'installation et des dispositifs assurant sa mise en sécurité. Ces procédures précisent la fréquence et la nature des vérifications à effectuer pendant et en dehors de la période de fonctionnement de l'installation.

En cas d'anomalies provoquant l'arrêt de l'installation, celle-ci doit être protégée contre tout déverrouillage intempestif. Toute remise en route automatique est alors interdite. Le réarmement ne peut se faire qu'après élimination des défauts par du personnel d'exploitation au besoin après intervention sur le site.

### **21.2.4. - Entretien des installations**

Le réglage et l'entretien de l'installation se fera soigneusement et aussi fréquemment que nécessaire, afin d'assurer un fonctionnement ne présentant pas

d'inconvénients pour le voisinage. Ces opérations porteront également sur les conduits d'évacuation des gaz de combustion et, le cas échéant, sur les appareils de filtration et d'épuration.

#### **21.2.5. - Equipement des chaufferies**

L'installation et les appareils de combustion qui la composent doivent être équipés des appareils de réglage des feux et de contrôle nécessaires à l'exploitation en vue de réduire la pollution atmosphérique.

#### **21.2.6. - Livret de chaufferie**

Les résultats des contrôles et des opérations d'entretien des installations de combustion comportant des chaudières sont portés sur le livret de chaufferie.

### **ARTICLE 22 - PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX DÉPÔTS DE LIQUIDES IN-FLAMMABLES**

#### **22.1. - Implantation**

**22.1.1. -** Les réservoirs enterrés devront répondre aux conditions fixées par la circulaire du 17 juillet 1973, la circulaire et l'instruction du 17 avril 1975 relatives aux réservoirs enterrés dans lesquels sont emmagasinés des liquides inflammables.

**22.1.2. -** Si le dépôt est en plein air et s'il se trouve à moins de 6 mètres de bâtiments occupés ou habités par des tiers, ou d'un emplacement renfermant des matières combustibles, il en sera séparé par un mur en matériaux incombustibles coupe-feu de degré 2 heures, d'une hauteur minimale de 2 mètres. Si ces bâtiments voisins touchent le mur, le dépôt sera surmonté d'un auvent incombustible et pare-flammes de degré 1 heure, sur une largeur de 3 mètres en projection horizontale à partir du mur séparatif.

**22.1.3. -** Si le dépôt est dans un bâtiment à usage simple, d'un seul niveau et de plain-pied, les éléments de construction du bâtiment présenteront les caractéristiques de réaction et de résistance au feu suivantes :

- paroi coupe-feu de degré 2 heures ;
- couvertures incombustibles.

Le local sera convenablement ventilé et les portes pare-flammes de degré une 1/2 heure s'ouvriront vers l'extérieur.

**22.1.4.** - Si le dépôt est situé dans un bâtiment à usage multiple, éventuellement surmonté d'étages, les éléments de construction du local du dépôt, qui sera installé en rez-de-chaussée ou en sous-sol, présenteront les caractéristiques de réaction et de résistance au feu suivantes :

- paroi coupe-feu de degré 2 heures ;
- couverture incombustible ou plancher haut coupe-feu de degré 2 heures ;
- portes donnant vers l'intérieur coupe-feu de degré une demi-heure ;
- portes donnant vers l'extérieur pare-flammes de degré une 1/2 heure.

Les portes s'ouvriront vers l'extérieur et devront permettre le passage facile des emballages.

Ce local ne commandera ni un escalier, ni un dégagement quelconque.

Ce local sera largement ventilé, toutes dispositions étant prises pour qu'il ne puisse en résulter d'inconfort, de gêne ou de danger pour les tiers.

**22.1.5.** - Si le dépôt est installé dans un bâtiment à usage multiple, habité ou occupé, il ne devra pas être placé directement sous un étage habité, sauf s'il s'agit de liquides inflammables de 2<sup>e</sup> catégorie ou de liquides peu inflammables.

**22.1.6.** - Si les parois de la cuvette de rétention sont constituées par des murs, ceux-ci devront présenter une stabilité au feu de degré 4 heures, résister à la poussée des produits éventuellement répandus et ne pas dépasser 3 mètres de hauteur par rapport au niveau du sol extérieur.

**22.1.7.** - Les réservoirs devront porter en caractères lisibles la dénomination du liquide renfermé. Ils seront incombustibles, étanches, construits selon les règles de l'art et devront présenter une résistance suffisante aux chocs accidentels.

Les liquides inflammables nécessitant un réchauffage seront exclusivement stockés dans des réservoirs métalliques.

**22.1.8.** - Les réservoirs fixes métalliques devront être construits en acier soudable. Ils peuvent être de différents types, généralement cylindriques à axe horizontal ou vertical.

- 1) S'ils sont à axe horizontal, ils devront être conformes à la norme NF M-88512 et, sauf impossibilité matérielle due au site, être construits en atelier.
- 2) S'ils sont à axe vertical et construits sur chantier, ils devront être calculés en tenant compte des conditions suivantes :
  - a) leur résistance mécanique devra être suffisante pour supporter :
    - le remplissage à l'eau et les surpression et dépression ;



- le poids propre du toit ;
- les effets du vent et la surcharge due à la neige en conformité avec les règles NV du ministère de l'équipement ;
- les mouvements éventuels du sol.

b) le taux de travail des enveloppes métalliques, calculé en supposant le réservoir rempli d'un liquide de densité égale à 1, devra être au plus égal à 50 % de la résistance à la traction.

Les réservoirs visés aux 1) et 2) ci-dessus devront être conçus et fabriqués de telle sorte qu'en cas de surpression accidentelle, il ne se produise de déchirure au-dessous du niveau normal d'utilisation.

**22.1.9.** - Les réservoirs devront être maintenus solidement de façon qu'ils ne puissent se déplacer sous l'effet du vent, des eaux ou des trépidations.

**22.1.10.** - Le matériel d'équipement des réservoirs devra être conçu et monté de telle sorte qu'il ne risque pas d'être soumis à des tensions anormales en cas de dilatation, tassement du sol, etc...

Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

Les vannes de piètement devront être en acier ou en fonte spéciale présentant les mêmes garanties d'absence de fragilité.

**22.1.11.** - Les canalisations devront être métalliques, être installées à l'abri des chocs et donner toutes garanties de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques.

**22.1.12.** - Chaque réservoir devra être équipé d'un dispositif permettant de connaître, à tout moment, le volume du liquide contenu.

Ce dispositif ne devra pas, par sa construction et son utilisation, produire une déformation ou une perforation de la paroi du réservoir.

En dehors des opérations de jaugeage, l'orifice permettant un jaugeage direct devra être fermé par un tampon hermétique. Le jaugeage sera interdit pendant l'approvisionnement du réservoir.

Il appartiendra à l'utilisateur, ou au tiers qu'il a délégué à cet effet, de contrôler, avant chaque remplissage du réservoir, que celui-ci est capable de recevoir la quantité de produit à livrer sans risque de débordement.

**22.1.13.** - Chaque réservoir fixe devra être équipé d'une ou plusieurs canalisations de remplissage dont chaque orifice comportera un raccord fixe d'un modèle conforme aux normes spécifiques édictées par l'Association Française de Normalisation, correspondant à l'un de ceux équipant les tuyaux flexibles de raccordement de l'engin de transport.

En dehors des opérations d'approvisionnement, l'orifice de chacune des canalisations de remplissage devra être fermé par un obturateur étanche.

Dans la traversée des cours et des sous-sols, les raccords non soudés des canalisations de remplissage ou de vidange des réservoirs devront être placés en des endroits visibles et accessibles, ou bien ils devront être protégés par une gaine étanche, de classe MO et résistante à la corrosion.

Plusieurs réservoirs destinés au stockage du même produit pourront n'avoir qu'une seule canalisation de remplissage s'ils sont reliés à la base et si l'altitude du niveau supérieur de ces réservoirs est la même.

Sur chaque canalisation de remplissage et à proximité de l'orifice, devront être mentionnées, de façon apparente, la capacité du réservoir qu'elle alimente et la nature du produit contenu dans le réservoir.

**22.1.14.** - Si plusieurs réservoirs sont reliés à leur partie inférieure, la canalisation de liaison devra avoir une section au moins égale à la somme de celles des canalisations de remplissage.

La canalisation de liaison devra comporter des dispositifs de sectionnement permettant l'isolement de chaque réservoir.

**22.1.15.** - Chaque réservoir devra être équipé d'un ou plusieurs tubes d'évent fixes, d'une section totale au moins égale à la moitié de la somme des sections des canalisations de remplissage ou de vidange et ne comportant ni vanne, ni obturateur.

Ces tubes devront être fixés à la partie supérieure du réservoir, au-dessus du niveau maximal du liquide emmagasiné, avoir une direction ascendante et comporter un minimum de coudes.

Ces orifices devront déboucher à l'air libre en un lieu et à une hauteur tels qu'ils soient visibles depuis le point de livraison. Ils devront être protégés de la pluie et ne présenter aucun risque et aucun inconvénient pour le voisinage.

**22.1.16.** - Si un réservoir est destiné à alimenter une installation (chaufferie, moteur, atelier d'emploi), il devra être placé en contrebas des appareils d'utilisation, sauf si l'installation comporte un dispositif de sécurité évitant tout écoulement accidentel de liquide par siphonnage.

Une notice détaillée et un certificat d'efficacité de ce dispositif, fournis par l'installateur, devront être conservés avec les documents relatifs à l'installation et tenus à disposition du service chargé du contrôle des installations classées.

**22.1.17.** - Il devra exister un dispositif d'arrêt d'écoulement vers les appareils d'utilisation, monté sur la canalisation d'alimentation, placé en dehors des locaux contenant les équipements précités, manoeuvrable manuellement indépendamment de tout autre asservissement.

Une pancarte très visible devra indiquer le mode d'utilisation de ce dispositif en cas d'accident.

**22.1.18.** - Les réservoirs devront être reliés au sol par une prise de terre présentant une résistance d'isolement inférieure à 100 ohms. Par ailleurs, toutes les installations métalliques du stockage devront être reliées par une liaison équipotentielle.

Il est interdit de provoquer ou d'apporter dans le dépôt du feu sous une forme quelconque, d'y fumer ou d'y entreposer d'autres matières combustibles.

Cette interdiction devra être affichée de façon apparente aux abords du dépôt ainsi qu'à l'extérieur de la cuvette de rétention.

**22.1.19.** - L'emploi d'oxygène ou d'air comprimé pour assurer par contact direct la circulation des fuels lourds est interdit.

**22.1.20.** - Chaque dépôt devra être pourvu d'un stock d'agent émulseur ou de système fixe de projection de mousse et d'un système de refroidissement par écran d'eau.

## **22.2. - Exploitation et entretien du dépôt**

La protection des réservoirs, accessoires et canalisations contre la corrosion externe devra être assurée en permanence.

## **ARTICLE 23 - INSTALLATIONS DE COMPRESSION D'AIR**

Les réservoirs et appareils contenant des gaz comprimés devront satisfaire à la réglementation des appareils à pression de gaz.

Des filtres maintenus en bon état de propreté, doivent empêcher la pénétration des poussières dans le compresseur.

Les compresseurs sont pourvus de dispositifs arrêtant automatiquement l'appareil si la pression de gaz devient trop faible à son alimentation ou si la pression à la sortie dépasse la valeur fixée.

L'arrêt du compresseur doit pouvoir être commandé par des dispositifs appropriés judicieusement répartis, dont l'un au moins est placé à l'extérieur de l'atelier de compression.

## **ARTICLE 24 - INSTALLATIONS DE DISTRIBUTION DE PROPANE (GAZ COMBUSTIBLE LIQUÉFIE)**

### **24.1. - Définitions**

#### **24.1.1. - Poste de remplissage**

Dispositif équipé d'un conduit flexible ou d'un ensemble de conduits rigides articulés (bras de chargement) destiné au remplissage des véhicules citernes ou des réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation.

#### **24.1.2. - Aire de remplissage**

L'aire de remplissage comprend tout ou partie de la projection verticale sur le sol des contours du volume engendré par l'ensemble des points de raccordement possible d'un bras ou d'un flexible de chargement avec les réservoirs à remplir.

L'aire de remplissage est définie par l'exploitant sous sa responsabilité, et matérialisée sur le sol.

#### **24.1.3. - Zone de sécurité**

La zone de sécurité est un volume fictif limité latéralement par l'enveloppe des cylindres verticaux dont les axes sont situés sur le périmètre de l'aire de remplissage. Le rayon de ces cylindres est fixé suivant les cas à l'article 24.8. La hauteur de la zone de sécurité est celle du plus haut des points de l'installation pouvant contenir du gaz, augmentée de 0,5 m ; cette hauteur ne peut être inférieure aux valeurs fixées à l'article 24.8. La base de la zone de sécurité est constituée par le sol.

#### **24.1.4. - Simple abri**

On entend par simple abri une protection constituée par une toiture ou un auvent couvrant totalement ou partiellement l'aire de remplissage et pouvant comporter dans une seule direction un mur latéral.

24.2. - Les postes de remplissage ne peuvent être situés qu'en plein air ou sous simple abri.

24.3. - L'appareil électrique situé dans la zone de sécurité doit être du type et utilisable en atmosphère explosive.

Il en est de même du matériel électrique inclus dans les appareils distributeurs, de celui utilisé pour le fonctionnement des moteurs des pompes ou pour les électro-vannes d'isolement des lignes de transfert du produit en phase liquide ou gazeuse, que ces appareillages soient ou non situés dans la zone de sécurité.

L'appareillage électrique doit également être d'un type utilisable en atmosphère explosive s'il est vis à vis de l'orifice d'évacuation des soupapes à une distance inférieure à celle prescrite dans les règles des dépôts.

Un dispositif d'arrêt d'urgence doit permettre à la fois d'isoler tous les équipements électriques situés à l'intérieur de la zone de sécurité et de fermer les vannes les plus proches de l'appareil de remplissage ou de distribution situées sur les canalisations de liaison entre celui-ci et le réservoir (phase liquide et phase gazeuse).

Les parties de l'installation électrique non visées ci-dessus ou à l'article 24.4 doivent être conformes à la norme NF C 15100.

#### 24.4. - Installations annexes

S'ils sont situés en dessous du niveau du sol, les groupes de pompage destinés au transfert du gaz liquéfié, du stockage aux appareils de remplissage, doivent être placés dans une fosse maçonnée.

Toutes dispositions doivent être prises pour éviter l'accumulation de vapeurs inflammables par une ventilation mécanique à laquelle est asservi le fonctionnement des pompes ou par tout autre procédé présentant les mêmes garanties. En particulier la ventilation mécanique peut être remplacée par un ou plusieurs appareils de contrôle de la teneur en gaz, placés au point bas des fosses ou caniveaux, auxquels est asservi un dispositif d'arrêt des pompes dès que la teneur dépasse 25 % de la limite inférieure d'explosivité, et déclenchant dans ce cas une alarme sonore ou lumineuse.

#### 24.5. - Mise à la terre

Sous réserve des impératifs techniques qui peuvent résulter de la mise en place de dispositifs de protection cathodique, et qui seront spécifiés dans la déclaration, les

installations fixes de transfert de gaz ainsi que les charpentes et enveloppes métalliques doivent être reliées électriquement entre elles en permanence ainsi qu'une prise de terre.

24.6. - Aucune bouche d'égout non protégée par un syphon ne devra être située dans la zone de sécurité.

#### 24.7. - Consignes

Une consigne définissant les conditions d'exploitation de l'installation doit être affichée à proximité de l'installation en un lieu accessible par le personnel chargé de l'exploitation ou par les personnes y ayant accès.

Une consigne affichée dans les mêmes conditions définit les mesures de sécurité à respecter et indique les mesures à prendre en cas d'accident ou d'incident.

24.8. - Le rayon des cylindres verticaux définissant la zone de sécurité visée à l'article 24.1 ne peut être inférieur à 3 mètres. La hauteur de la zone de sécurité est au minimum de 3 mètres.

La distance entre deux postes de remplissage doit être telle que les zones de sécurité afférentes à chaque poste ne se recouvrent pas.

#### 24.9. - Distances d'éloignement

Les distances minimales d'éloignement suivantes, mesurées horizontalement à partir de la limite de chaque aire de remplissage doivent être observées :

- 7,5 mètres vis à vis

- \* des parois des réservoirs fixes contenant des gaz combustibles liquéfiés ou des liquides inflammables ;
- \* des bâtiments intérieurs à l'établissement autres que ceux utilisés exclusivement par le personnel d'exploitation ;

- 10 mètres vis à vis

- \* d'un poste de chargement d'hydrocarbures liquides ;
- \* des soupapes et des orifices de remplissage ou de soutirage des réservoirs fixes contenant des gaz combustibles liquéfiés ou des liquides inflammables ;

- 12,5 mètres vis à vis

- \* des habitations, bureaux, ateliers extérieurs à l'établissement ;

- \* des voies de communication routières à grande circulation, des routes nationales non classées en route à grande circulation et des chemins départementaux, des voies urbaines situées à l'intérieur des agglomérations, des voies ferrées autres que celles de desserte de l'établissement et des voies navigables ;
  - \* de la limite des propriétés dans lesquelles se trouvent des installations classées appartenant à des tiers ;
- 50 mètres vis à vis des établissements recevant du public des première à quatrième catégories suivants : établissements hospitaliers ou de soins, établissements scolaires ou universitaires, crèches, colonies de vacances, établissements du culte, musées ;
  - 40 mètres vis à vis des autres établissements recevant du public relevant des première à quatrième catégories.

En outre les pistes d'accès à des postes de distribution d'hydrocarbures liquides ne doivent pas se trouver à l'intérieur des zones de sécurité.

**24.10.** - S'ils sont implantés au niveau du sol, les appareils de distribution doivent être soigneusement ancrés et protégés contre les heurts des véhicules, par exemple au moyen d'un îlot d'au moins 0,15 mètre de hauteur, de bornes ou de butoirs de roues disposés de telle sorte qu'un espace libre de 0,5 mètre au minimum soit ménagé entre l'appareil et les véhicules.

Les canalisations de liaison entre l'appareil distributeur et les réservoirs à partir desquels il est alimenté doivent comporter un point faible destiné à se rompre en cas d'arrachement accidentel de l'appareil distributeur. Sur ces canalisations, des dispositifs automatiques placés de part et d'autre de ce point faible, doivent interrompre tout débit liquide ou gazeux en cas de rupture.

Ces dispositifs sont doublés par des vannes qui peuvent être confondues avec les vannes d'arrêt d'urgence prévues à l'article 24.3.

L'habillage de l'appareil de remplissage doit être métallique ou en matériaux classés M0 ou M1 au sens de l'arrêté du 4 juin 1973 portant classification des matériaux et éléments de construction par catégorie selon leurs constituants au vu et définitions des méthodes d'essais.

La carrosserie des appareils de distribution doit comporter des orifices de ventilation haute et basse.

#### **24.11. - Remplissage des réservoirs de véhicules**

Le robinet d'extrémité du flexiole doit être muni d'un dispositif automatique qui interdit le débit si le robinet n'est pas raccordé à l'orifice de remplissage du réservoir du véhicule.

Le flexible doit être muni à une de ses extrémités :

- d'un point faible ou d'un raccord séparable destiné à se rompre ou à se détacher en cas de traction anormale sur le flexible ;
- de dispositifs automatiques, placés de part et d'autre de ce point faible ou de ce raccord et interrompant tout débit liquide ou gazeux en cas de rupture.

#### **24.12. - Protection contre l'incendie**

Chaque groupe d'appareils de remplissage comprenant de un à trois appareils doit être protégé au moyen de deux extincteurs à poudre polyvalente de type NF MIH 21A - 233B et C situés à moins de 20 mètres des appareils. Ces extincteurs peuvent être pris en compte pour la protection du stockage si la distance entre celui-ci et les extincteurs est au plus égale à 20 mètres.

Il est interdit de fumer et d'apporter tout feu nu à l'intérieur du volume correspondant à la zone de sécurité.

Par exception à cette règle les moteurs des véhicules peuvent fonctionner dans la zone de sécurité, uniquement pour permettre de placer le véhicule en position de remplissage. Ils doivent être arrêtés dès que l'orifice d'alimentation du réservoir est correctement positionné à l'aplomb de l'aire de remplissage. Ils ne seront remis en marche que pour permettre au véhicule de quitter la zone de sécurité, toutes conditions étant par ailleurs réunies pour ce faire.

#### **24.13. - Consignes de sécurité**

Deux extraits de la notice prévue à l'article 24.7, concernant les prescriptions à observer par le client de l'installation, seront affichés soit en caractères lisibles, soit au moyen de pictogrammes, au niveau de l'appareil de distribution.

Ces prescriptions concerneront notamment :

- l'interdiction de fumer ;
- l'obligation d'arrêt du moteur ;
- l'interdiction de remplir des réservoirs mobiles ;
- l'interdiction de procéder au remplissage en l'absence du préposé.

### **ARTICLE 25 - STOCKAGES DE MATIÈRES PLASTIQUES**

**25.1. -** Les éléments de construction des bâtiments du dépôt présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu suivantes :

- matériaux incombustibles ;



- parois coupe-feu de degré deux heures ;
- plancher haut coupe-feu de degré deux heures ;
- portes coupe-feu de degré une heure.

S'ils sont à moins de 50 mètres des locaux habités, ils sont parfaitement clos à l'exception des baies d'aération ; dans le cas contraire, ils sont entourés d'une clôture interdisant l'accès du dépôt aux personnes étrangères à l'entreprise.

25.2. - Les locaux des dépôts ne renferment aucun appareil de chauffage à feu nu. Il est interdit d'y fumer ; cette interdiction est affichée à l'entrée des dépôts.

On ménage, dans la toiture, des exutoires pour l'évacuation des fumées et des gaz de combustion en cas d'incendie (voir article 16.2.3).

25.3. - Le stock de polystyrène alvéolaire ou expansé sera divisé en tas dont le volume unitaire ne devra pas dépasser 20 m<sup>3</sup>, et dont la hauteur est limitée à 3 mètres.

25.4 - Des passages libres, d'au moins 2 m de largeur, entretenus en état de propreté, sont réservés entre les tas, ainsi qu'entre ceux-ci et les murs de clôture, de façon à faciliter l'intervention des services de sécurité, en cas d'incendie.

25.5. - Les dépôts ne peuvent être éclairés qu'au moyen de lampes électriques fixes. Les conducteurs électriques sont convenablement isolés, de façon à éviter les courts-circuits.

25.6. - Il est interdit d'entreposer dans le dépôt d'autres matières combustibles à moins de 2 m des tas de matières plastique alvéolaire ou expansé.

## **ARTICLE 26 - ATELIER DE TRANSFORMATION DE MATIÈRES PLASTIQUES**

Les éléments de construction de l'atelier présenteront les caractéristiques de réaction et de résistance au feu suivantes :

- parois coupe-feu de degré 2 heures ;
- couverture incombustible de plancher haut coupe-feu de degré 2 heures ;
- portes donnant vers l'intérieur coupe-feu de degré une demi-heure ;
- portes donnant vers l'extérieur pare-flammes de degré une demi-heure.

## **ARTICLE 27 - DÉPÔT DE GAZ COMBUSTIBLES LIQUÉFIÉS SOUS PRESSION EN RÉSERVOIRS**

### **27.1. - Définition**

Un "simple abri" est un emplacement situé au niveau du sol en superstructure protégé par une toiture et éventuellement par un mur sur une seule de ses faces.

Un "local ouvert" est un local largement aéré couvert d'une toiture. Les parois (portes et fenêtres comprises) ne doivent pas excéder 75 % de la surface latérale totale.

De plus, les ouvertures doivent intéresser au moins deux parois.

Tout local ne répondant pas aux conditions ci-dessus est considéré comme "local fermé".

**27.2. -** Les réservoirs ne peuvent être placés dans un local fermé.

**27.3. -** Les réservoirs recevant des gaz combustibles liquéfiés doivent être conformes aux prescriptions de la réglementation des appareils à pression de gaz.

### **27.4. - Règles générales concernant l'ensemble des dépôts**

**27.4.1. -** Le dépôt doit être d'accès facile et ne commander ni escalier, ni dégagement. Il ne doit pas être situé sous un local habité ou occupé par des tiers ou sur la toiture d'un local habité.

Les réservoirs doivent être amarrés, s'ils se trouvent sur un emplacement susceptible d'être inondé.

Un espace libre d'au moins 0,6 m de large doit être réservé autour de tout réservoir aérien.

**27.4.2. -** Les réservoirs doivent être implantés de telle sorte qu'aucun point de leur paroi ne soit à moins de 5 m des limites des propriétés appartenant à des tiers.

En outre les distances minimales d'éloignements suivantes doivent être respectées entre les orifices des soupapes ou les orifices de remplissage d'un réservoir et différents emplacements.

1	Poste de distribution d'hydrocarbure liquide	7,5
2	Parois d'un réservoir d'hydrocarbure liquide	10
3	Ouvertures des bâtiments intérieurs à l'établissement autres que ceux utilisés exclusivement par le personnel d'exploitation	6
4	Ouvertures des habitations, bureaux, ateliers extérieurs à l'établissement	7,5
5	Limite la plus proche des voies de communication routières à grande circulation, des routes nationales non classées en route à grande circulation et des chemins départementaux, des voies urbaines situées à l'intérieur des agglomérations, des voies ferrées autres que celles de desserte de l'établissement et des voies navigables	6
6	Etablissements recevant du public de la 1 <sup>ère</sup> à la 4 <sup>ème</sup> catégorie suivants : établissements hospitaliers ou de soins, établissements scolaires ou universitaires, crèches, colonies de vacances, établissements du culte et musées Autres établissements de 1 <sup>ère</sup> à 4 <sup>ème</sup> catégorie	15
7	Autres établissements de 1 <sup>ère</sup> à 4 <sup>ème</sup> catégorie	10

Si l'orifice de remplissage est déporté à plus de 4 m de la paroi du réservoir, sa distance vis-à-vis des emplacements 3, 4, 5, peut être ramenée à 2 m. L'orifice de remplissage pourra cependant être installé en bordure de la voie publique s'il est enfermé dans un coffret incombustible et verrouillé.

**27.4.3.** - Les distances du tableau ci-dessus peuvent être réduites de moitié lorsque les réservoirs aériens sont séparés des emplacements concernés par un mur plein incombustible, stable au feu de degré deux heures, dont la hauteur excède de 0,5 m celle de la bouche d'emplissage et de l'orifice de la soupape et donc la longueur est telle que les distances du tableau soient respectées en le contournant.

Cette disposition s'applique également aux distances des parois des réservoirs vis-à-vis des propriétés appartenant à des tiers.

**27.4.4.** - Les réservoirs fixes doivent en plus des équipements rendus obligatoires par la réglementation des appareils à pression être équipés :

- d'un double clapet anti-retour d'emplissage (ou tout autre dispositif offrant une sécurité équivalente) ;
- d'un dispositif de contrôle du niveau maximal de remplissage ;
- d'un dispositif automatique de sécurité (par exemple d'un clapet anti-retour ou limiteur de débit) sur les orifices de sortie pour l'utilisation en phases liquide et gazeuse. Ce dispositif doit être placé à l'intérieur du réservoir ou à l'extérieur à l'aval immédiat de la vanne d'arrêt à condition que celle-ci soit directement montée sur le réservoir ;
- d'une jauge de niveau en continu. Les niveaux à glace ou en matière plastique sont interdits.

Les orifices d'échappement des soupapes des réservoirs doivent être munis d'un chapeau éjectable (ou d'un dispositif équivalent), le jet d'échappement des soupapes doit s'effectuer de bas en haut, sans rencontrer d'obstacle et notamment de saillie de toiture.

**27.4.5.** - Les réservoirs doivent être mis à la terre par un conducteur dont la résistance doit être inférieure à 100 ohms. L'installation doit permettre le branchement du câble de liaison équipotentielle du véhicule ravitailleur avec le réservoir.

**27.4.6.** - Lorsque le réservoir est ravitaillé à partir d'une borne de remplissage déportée, celle-ci doit comporter un double clapet (ou tout autre dispositif offrant une sécurité équivalente) à son orifice d'entrée, ainsi qu'un dispositif de branchement du câble de liaison équipotentielle du véhicule ravitailleur.

Cette borne doit être placée de telle manière que les opérations d'emplissage ne puissent gêner les accès et dégagements des bâtiments à usage collectif et, si elle est en bordure de la voie publique, elle doit être enfermée dans un coffret incombustible et verrouillé.

**27.4.7.** - Les réservoirs devront être efficacement protégés contre la corrosion extérieure et, lorsqu'ils sont implantés en plein air, leur peinture doit avoir un faible pouvoir absorbant.

**27.4.8.** - L'utilisateur doit avoir à sa disposition une notice fixant les règles de sécurité relatives à l'exploitation de son installation.

**27.4.9.** - Les opérations de ravitaillement doivent être effectuées conformément aux dispositions prévues par le règlement pour le transport des matières dangereuses. Le véhicule ravitailleur doit se placer à au moins 3 m de la paroi des réservoirs.

**27.4.10.** - La remise en état de la protection extérieure (peinture ou revêtement) des réservoirs fixes est à effectuer lorsque son état l'exige. Elle peut être faite sur place, sous réserve de respecter les conditions suivantes :

- contrôle préalable de l'étanchéité du réservoir, des accessoires et des canalisations du poste ;
- mise en place d'une liaison électrique équipotentielle entre le réservoir et le matériel pneumatique ou électrique d'intervention.

**27.4.11.** - On doit pouvoir disposer à proximité du dépôt de moyens de lutte contre l'incendie en rapport avec l'importance et la nature de l'installation. Ces moyens doivent comporter au minimum :

- . 2 extincteurs à poudre homologués NF MIH 89 C ;
- . 1 poste d'eau équipé d'un tuyau et d'une lance dont le robinet de commande est d'un accès facile en toute circonstance.

Le matériel doit être tenu en bon état de fonctionnement et les extincteurs périodiquement contrôlés : la date de ces contrôles doit être enregistrée sur une étiquette fixée à chaque appareil.

**27.4.12.** – Il est interdit d'approcher avec du feu ou de fumer à proximité du stockage. Cette interdiction devra être signalée par des moyens appropriés.

L'exploitant doit apposer à proximité du dépôt ou sur le réservoir une plaquette portant le nom et le numéro de téléphone du distributeur et le numéro du centre de secours des sapeurs-pompiers.

## **27.5. – Règles complémentaires**

**27.5.1.** – Les réservoirs en plein air, sous simple abri ou en local ouvert, doivent être implantés au niveau du sol ou en superstructure.

Toutefois, si leur implantation est faite sur un terrain en pente, l'emplacement du stockage doit, sur 25 % au moins de son périmètre, être à un niveau égal ou supérieur à celui du sol environnant.

Si le sol au voisinage du stockage présente une déclivité telle qu'en cas d'écoulement massif accidentel le gaz liquéfié puisse atteindre des propriétés appartenant à des tiers, des foyers ou pénétrer dans un égout, toutes dispositions doivent être prises pour y pallier.

Les réservoirs doivent reposer de façon stable par l'intermédiaire de berceaux, pieds ou supports construits en matériaux MO (incombustibles). Les fondations, si elles sont nécessaires, seront calculées pour supporter le poids du réservoir rempli d'eau. Une distance d'au moins 0,10 m doit être laissée libre sous la génératrice ou le pôle inférieur du réservoir.

Les charpentes métalliques supportant un réservoir dont le point le plus bas est situé à plus de 1 m du sol ou d'un massif en béton doivent être protégées par au moins 5 cm de béton ou autres matériaux ignifuges d'efficacité équivalente. L'enrobage doit être appliqué sur toute la hauteur. Il ne doit cependant pas affecter les soudures de liaison entre le réservoir et la charpente qui le supporte.

**27.5.2.** – Afin d'interdire l'approche du stockage à toute personne étrangère au service, celui-ci doit comporter une clôture d'une hauteur minimale de 2 m, placée à 2 m des parois des réservoirs.

Cette clôture doit comporter une porte MO (incombustible) s'ouvrant dans le sens de la sortie et fermée à clef en dehors des besoins du service.

Elle n'est cependant pas exigée si le stockage est implanté dans un établissement lui-même entièrement clôturé. Dans ce cas, les organes de soutirage, de remplissage et les appareils de contrôle et de sécurité doivent être placés sous capots maintenus verrouillés en dehors des nécessités du service.

**27.5.3. -** Les abords du stockage doivent être entretenus en bon état de propreté de façon à éliminer tout déchet combustible. L'emplacement du stockage doit en outre être soigneusement désherbé : l'emploi de désherbant chloraté est interdit.

## **ARTICLE 28 - ATELIERS D'IMPRESSION ET STOCKAGES ATTENANTS**

**28.1. -** Les locaux comprenant des stockages d'encres combustibles et de solvants inflammables seront situés à une distance suffisante des installations d'utilisation pour qu'il ne puisse y avoir propagation d'un incendie ; ils seront convenablement aérés.

**28.2. -** La combustibilité d'une encre sera appréciée par la norme NF T 30 068 (décembre 1983) relative au comportement au feu des produits liquides.

**28.3. -** L'exploitant doit pouvoir justifier à tout moment à l'inspection des installations classées des quantités d'encres et de solvants reçus dans son établissement, et des quantités stockées.

**28.4. -** Les opérations de manipulation d'encres ou de solvants, inflammables ou combustibles, pour leur préparation devront être exécutées dans un local spécialement conçu à cet effet. Le sol de ces locaux sera aménagé en capacité de rétention.

Les opérations de manipulation d'encres et de solvants non inflammables ou incombustibles pour leur préparation devront être exécutées sur une aire étanche construite de façon à collecter les égouttures.

**28.5. -** Si les activités d'impression ou de reproduction graphique nécessitent l'emploi de produits inflammables ou combustibles, les éléments de construction de l'atelier d'impression présenteront les caractéristiques minimales de comportement au feu suivantes:

- murs et parois : coupe-feu de degré 2 heures ;
- portes : pare-flamme de degré une demi-heure ;
- couverture : incombustible ;
- plafond : coupe-feu de degré une heure ;
- sol : incombustible.

28.6. - Les ateliers placés sous un immeuble habité, en sous-sol ou dans un local partiellement ou totalement clos devront présenter des éléments de construction ayant des caractéristiques identiques à celles mentionnées à l'article 28.5.

Ces installations ne commanderont pas l'issue ou le dégagement de locaux occupés ou habités ; elles auront au moins une issue directe sur l'extérieur.

## TITRE VIII - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

### ARTICLE 29 - COMPOSANTS, APPAREILS ET MATÉRIELS IMPRÉGNÉS DE PCB-PCT et DÉPÔTS DE PRODUIT NEUF CONTENANT PLUS DE 30 LITRES DE PCB-PCT

29.1. - Sont notamment visés :

- les stocks de fûts ou bidons ;
  - les appareils électriques tels que condensateurs, transformateurs en service ou de rechange, en dépôt, et leur entretien ou réparation sur place (n'impliquant pas de décuvage de l'appareil) ;
  - les composants imprégnés de PCB-PCT comme fluide hydraulique ou caloporteur ;
- dès lors que leur teneur en PCB ou PCT dépasse 100 mg/kg (ou ppm).

29.2. - Tous les dépôts de produits polluants et appareils imprégnés de PCB ou PCT doivent être pourvus de dispositifs étanches de rétention des écoulements tels que définis à l'article 4.4. du présent arrêté.

Cette prescription ne s'applique pas aux condensateurs imprégnés de PCB non susceptible de s'écouler en cas de rupture de l'enveloppe.

29.3. - Les stocks seront conditionnés dans des récipients résistants et seront identifiés.

29.4. - Tout appareil contenant des PCB ou PCT devra être signalé par étiquetage tel que défini par l'article 8 de l'arrêté du 8 juillet 1975.

29.5. - Une vérification périodique visuelle tous les trois ans de l'étanchéité ou de l'absence de fuite sera effectuée par l'exploitant sur les appareils et dispositifs de rétention.

29.6. - L'exploitant s'assure que l'intérieur de la cellule contenant le matériel imprégné de PCB ou PCT ne comporte pas de potentiel calorifique susceptible d'alimenter un incendie important et que la prévention et la protection incendie sont appropriées.

Il vérifie également que dans son installation, à proximité de matériel classé PCB ou PCT, il n'y a pas d'accumulation de matière inflammable sans moyens appropriés de prévention ou de protection.

En cas de difficultés particulières, notamment pour les installations nécessitant une telle accumulation, une paroi coupe-feu de degré 2 heures doit être interposée (planchers hauts, parois verticales) ; les dispositifs de communication éventuels avec d'autres locaux doivent être coupe-feu de degré 1 heure. L'ouverture se faisant vers la sortie, les portes seront munies de ferme-porte.

29.7. - Des mesures préventives doivent être prises afin de limiter la probabilité et les conséquences d'accidents conduisant à la diffusion des substances toxiques. Les matériels électriques contenant du PCB ou PCT devront être conformes aux normes en vigueur. Les dispositifs de protection individuelle devront aussi être tels qu'aucun réenclenchement automatique ne soit possible. Des consignes devront être données pour éviter tout réenclenchement manuel avant analyse du défaut de ce matériel.

29.8. - Les dispositions prévues à l'article 29.6 étant respectées, s'il existe un système de protection individuelle sur le matériel aux PCB interdisant tout réenclenchement automatique à la suite d'un défaut, les dispositions constructives suivantes ne s'appliquent pas.

L'exploitant prendra toutes dispositions constructives du local pour que des vapeurs accidentellement émises par le diélectrique, ne puissent pas pénétrer dans des locaux d'habitation ou de bureau. En particulier, elles ne doivent pas atteindre des conduits de vide-ordures ou d'aération et des gaines techniques, qui ne seraient pas utilisés exclusivement pour ce local technique.

Les gaines techniques propres au local doivent être équipées, à l'entrée des liaisons, d'un tampon étanche et résistant à la surpression, lorsqu'elle donnent accès vers d'autres locaux, tels que cités ci-dessus.



En particulier, lorsque le local est accessible à partir d'un espace privatif clos, donnant lui-même sur les endroits ou conduits cités plus haut, la porte correspondante devra être étanche et résister à cette surpression.

A titre d'illustration, pour les transformateurs classés PCB, on considère que la protection est assurée notamment par la mise en oeuvre d'une des dispositions suivantes:

- protection primaire par fusibles calibrés en fonction de la puissance ;
- mise hors tension immédiate en cas de surpression, de détection de bulles gazeuses ou de baisse de niveau de diélectrique.

**29.9.** - Les déchets provenant de l'exploitation (entretien, remplissage, nettoyage) souillés de PCB et PCT seront stockés puis éliminés dans des conditions compatibles avec la protection de l'environnement et, en tout état de cause, dans des installations régulièrement autorisées à cet effet. L'exploitant sera en mesure d'en justifier à tout moment.

Les déchets souillés à plus de 100 ppm seront éliminés dans une installation autorisée assurant la destruction des molécules PCB et PCT.

Pour les déchets présentant une teneur comprise entre 10 et 100 ppm, l'exploitant justifiera les filières d'élimination envisagées.

**29.10.** - En cas de travaux d'entretien courants ou de réparation sur place, tels que la manipulation d'appareils contenant des PCB, la remise à niveau ou l'épuration du diélectrique aux PCB, l'exploitant prendra les dispositions nécessaires à la prévention des risques de pollutions ou de nuisances liés à ces opérations.

Il devra notamment éviter :

- les écoulements de PCB et PCT (débordements, rupture de flexible) ;
- une surchauffe du matériel ou du diélectrique ;
- le contact du PCB ou PCT avec une flamme.

Ces opérations seront réalisées sur surface étanche, au besoin en rajoutant une bâche.

Une signalisation adéquate sera mise en place pendant la durée des opérations.

L'exploitant s'assurera également que le matériel utilisé pour ces travaux est adapté (compatibilité avec les PCB-PCT) et n'est pas susceptible de provoquer un accident (camion non protégé électriquement, choc pendant une manoeuvre, flexible en mauvais état, etc...). Les déchets souillés de PCB ou PCT éventuellement engendrés par ces opérations seront éliminés dans les conditions fixées à l'article 29.8.

29.11. - En cas de travaux de démantèlement, de mise au rebut, l'exploitant préviendra l'inspecteur des installations classées, lui précisera le cas échéant, la destination finale des PCB ou PCT et des substances souillées. L'exploitant demandera et archivera les justificatifs de leur élimination ou de leur régénération, dans une installation régulièrement autorisée et agréée à cet effet.

29.12. - Tout matériel imprégné de PCB ou PCT ne peut être destiné au ferrailage qu'après avoir été décontaminé par un procédé permettant d'obtenir une décontamination durable à moins de 100 ppm en masse de l'objet. De même, la réutilisation d'un matériel usagé aux PCB, pour qu'il ne soit plus considéré au PCB (par changement de diélectrique par exemple), ne peut être effectuée qu'après une décontamination durable à moins de 100 ppm, en masse de l'objet.

La mise en décharge ou le brûlage simple sont notamment interdits.

29.13. - En cas d'accident (rupture, éclatement, incendie) l'exploitant informera immédiatement l'inspecteur des installations classées. Il lui indiquera les dispositions prises à titre conservatoire telles que, notamment, les mesures ou travaux immédiats susceptibles de réduire les conséquences de l'accident.

L'inspecteur pourra demander ensuite qu'il soit procédé aux analyses jugées nécessaires pour caractériser la contamination de l'installation et de l'environnement en PCB ou PCT, et le cas échéant, en produits de décomposition.

Au vu des résultats de ces analyses, l'inspecteur des installations classées pourra demander à l'exploitant la réalisation des travaux nécessaires à la décontamination des lieux concernés.

Ces analyses et travaux seront précisés par un arrêté préfectoral dans le cas où leur ampleur le justifierait.

L'exploitant informera l'inspecteur des installations classées de l'achèvement des mesures et travaux demandés.

Les gravats, sols ou matériaux contaminés seront éliminés dans les conditions prévues à l'article 29.9.

## ARTICLE 30

Les décisions préfectorales suivantes sont abrogées :

- récépissé de déclaration du 22/01/1996 ;
- arrêté préfectoral du 01/07/1992 ;

- récépissé de changement d'exploitant du 02/05/1988 ;
- récépissé de déclaration du 29/10/1985 ; ✓
- récépissé de déclaration du 20/07/1981 ; ✓
- arrêté préfectoral du 22/12/1975 ; ✓
- arrêté préfectoral du 31/12/1976 ; ✓
- arrêté préfectoral du 28/11/1974 ; ✓
- arrêté préfectoral du 28/08/1973 ; ✓
- arrêté préfectoral du 29/01/1973 ; ✓
- arrêté préfectoral du 03/02/1959 ; ✓
- arrêté préfectoral du 27/10/1950 ; ✓
- récépissé de 3<sup>ème</sup> classe du 09/12/1971.

## **ARTICLE 31 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET PARTICULIÈRES**

### **31.1. - Modifications**

Toute modification apportée au mode d'exploitation, à l'implantation du site ou d'une manière plus générale à l'organisation doit être portée à la connaissance :

- du Préfet ;
- du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours ;
- du SIACED-PC (62) ;
- de l'Inspection des installations classées ;

et faire l'objet d'une mise à jour du Plan d'Intervention Interne dès lors que cette modification est de nature à entraîner un changement notable du dossier de demande d'autorisation ou des hypothèses ayant servi à l'élaboration de l'étude des dangers, ce qui peut conduire au dépôt d'un nouveau dossier de demande d'autorisation.

### **31.2. - Délais de prescriptions**

La présente autorisation, qui ne vaut pas permis de construire, cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives sauf cas de force majeure.

### **31.3. - Cessation d'activités**

En cas d'arrêt définitif d'une installation classée, l'exploitant doit remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée.

Au moins un mois avant la mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt. La notification doit être accompagnée d'un dossier comprenant le plan à

jour des terrains d'emprise de l'installation (ou de l'ouvrage), ainsi qu'un mémoire sur les mesures prises ou prévues pour la remise en état du site et comportant notamment :

1°) l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, des matières polluantes susceptibles d'être véhiculées par l'eau ainsi que des déchets présents sur le site ;

2°) la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées ;

3°) l'insertion du site de l'installation (ou de l'ouvrage) dans son environnement ;

4°) en cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation (ou de l'ouvrage) sur son environnement.

**31.4. - Délai et voie de recours (article 14 de la loi n°76-663 du 19 juillet 1976).**

La présente décision ne peut être déférée qu'à un Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant, et de 4 ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**ARTICLE 32 :**

L'établissement sera soumis à l'inspection de M. le Directeur Régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, Inspecteur des installations classées, chargé de veiller à ce que les conditions prescrites soient observées en tous temps, ainsi qu'à celle de M. le Directeur départemental des Services d'incendie et de secours, plus spécialement chargé de la surveillance en ce qui concerne les dangers d'incendie.

**ARTICLE 33 :**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 34 :**

Une copie du présent arrêté est déposée à la Mairie de LUMBRES, et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'autorisation est soumise est affiché à la Mairie de LUMBRES. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de cette commune.

Ce même extrait d'arrêté sera affiché en permanence dans l'installation par l'exploitant.

.../...

Un avis faisant connaître que l'autorisation a été accordée sera inséré aux frais de M. le Directeur de la Société SICAL, dans deux journaux diffusés sur l'ensemble du département.

**ARTICLE 35 :**

M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, M. le Sous-Préfet de SAINT-OMER et M. l'Inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera transmise à M. le Directeur de la SICAL et au maire de la commune de LUMBRES.


ARRAS, le 2 avril 1999

POUR LE PREFET,  
LE SECRETAIRE GENERAL,

Signé : Philippe CHERVET.

Ampliation destinée à :

- M. le Directeur de la Société SICAL 69, Rue du Dr Pontier  
(62380) LUMBRES
- M. le Sous-Préfet de SAINT-OMER
- M. le Maire de LUMBRES
- M. le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement  
Inspecteur des installations classées à DOUAI
- M. le Directeur départemental de l'équipement à ARRAS
- M. le Directeur départemental des Affaires Sanitaires et Sociales à ARRAS
- M. le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt à ARRAS
- M. le Chef de la Mission Inter Services de l'Eau à ARRAS
- M. le Directeur Régional de l'Environnement à LILLE
- M. le Directeur départemental des Services d'Incendie et de Secours à ARRAS
- M. le Directeur départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation  
Professionnelle à ARRAS
- Dossier

POUR LE PREFET,  
LE CHEF DE BUREAU DELEGUE,  
  
Michèle VACQUERY.

2017  
12  
12  
12